



Le Forum paysan

À l'occasion de la quarante-
troisième session du Conseil
des gouverneurs du FIDA

6 au 10 février 2020

Le Forum paysan

À l'occasion de la quarante-troisième
session du Conseil des gouverneurs du FIDA

6 au 10 février 2020



Investir dans les populations rurales

Rapport de la septième réunion mondiale du Forum paysan au FIDA,

tenue à l'occasion de la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs du FIDA

6, 7, 10 et 11 février 2020

Ce rapport a été rédigé par Valeria Galletti, Consultante indépendante, sous la supervision de Jean-Philippe Audinet, Conseiller technique principal mondial au sein de la Division production durable, marchés et institutions du FIDA (PMI) et avec des contributions/participations de Francesca Romana Borgia (Consultante), Antonella Cianciotta (membre du cadre organique recrutée à titre temporaire), Eva Drucker (Stagiaire), Lorenzo Del Castillo (Consultant), Fanny Grandval (Conseillère technique principale régionale), Doina Popusoi (Consultante), Fernanda Thomaz Da Rocha (Conseillère technique principale régionale), Karla Pita Vidal (Consultante).

Les participants à la septième
réunion mondiale du Forum
paysan au FIDA.



Table des matières

Résumé	6
Généralités	7
Faits saillants de la septième réunion mondiale du Forum paysan	9
Ouverture du Forum	9
Évolutions et faits nouveaux dans le partenariat entre le FIDA et les organisations paysannes	14
Groupes de travail régionaux	15
Séance d'information sur FIDA12	18
Groupes de travail thématiques	19
Session spéciale du Forum paysan: vers le sommet de 2021 sur les systèmes alimentaires	29
Déclaration finale du Forum paysan et débat avec la direction et les gouverneurs du FIDA	31
Clôture du Forum paysan	35
Manifestations parallèles	36
Autres manifestations autour du Forum	47
Annexes	49
Annexe 1. Ordre du jour du Forum paysan	49
Annexe 2. Liste des participants au Forum paysan	53
Annexe 3. Rapports des groupes de travail régionaux	62
Annexe 4. Liste de documents d'intérêt général	76

Sigles et acronymes

ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AFA	Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable
AFCI&PA	Agricultores Familiares, Campesinos, Comunidades Indígenas y Pescadores Artesanales
ANAMURI	Association nationale des femmes rurales et autochtones (Chili)
ANAP	Association nationale des petits agriculteurs de Cuba
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APFP	Programme Asie-Pacifique pour les paysans
APR	Asie et Pacifique
ASACR	Association sud-asiatique de coopération régionale
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CAPAD	Confédération des associations de producteurs agricoles pour le développement
CFAP	Cambodian Farmer Association Federation of Agricultural Producers
CNAF	Comité national de l'agriculture familiale
COPROFAM	Instance de coordination des producteurs familiaux du MERCOSUR
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
DNUAF	Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale
EAFF	Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale
ESA	Afrique orientale et australe
FAFO	Forum paysan
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FSS	Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIDA12	Douzième reconstitution des ressources du FIDA
FIFATA	Fikambanana Fampivoarana Ny Tantsaha (Madagascar)
FO-MAPP	Farmers and Rural Producers' Organisations Mapping
FO4ACP	Farmers' Organisations for ACP
FOALA	Farmers Organisations for Asia and Latin America
GAFFSP	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
GAP	Plan d'action mondial de la DNUAF
INOFO	Réseau intercontinental des organisations d'agriculteurs biologiques
LAC	Amérique latine et Caraïbes
LVC	La Via Campesina
MMI	Initiative "chaînon manquant"
MTCP	Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes
MVIWATA	Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania
NAFSL	Association nationale des agriculteurs de la Sierra Leone
NEN	Proche-Orient, Afrique du Nord, Asie centrale et Europe
ODD	Objectifs de développement durable
OMA	Organisation mondiale des agriculteurs
OP	Organisations paysannes
PAFO	Organisation panafricaine des producteurs agricoles
PAOPA	Programme d'appui aux organisations paysannes africaines
PIFON	Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique
PME	Petites et moyennes entreprises rurales
PROPAC	Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale
PSFP	Programme de participation du secteur privé au financement
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SACAU	Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe

UE	Union européenne
UMNAGRI	Union Maghrébine et Nord-Africaine des Agriculteurs
UNDROP	Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales
VGGT	Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts
VSSF	Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale
WCA	Afrique de l'Ouest et du Centre
WFF	Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la pêche
WFFP	Forum mondial des populations de pêcheurs
WRF	Forum rural mondial

Résumé

La septième réunion mondiale du Forum paysan s'est tenue les 6, 7, 10 et 11 février 2020, à l'occasion de la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Elle a réuni 91 dirigeants et responsables paysans (dont 45% de femmes) représentant des millions de petits agriculteurs, pasteurs, éleveurs et peuples pêcheurs d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique, d'Europe, et du Proche-Orient, pour des échanges de vues sur l'évolution du partenariat avec le FIDA.

La septième réunion mondiale s'est tenue dans un contexte d'importants changements et d'une évolution significative. C'était en effet la première réunion mondiale organisée après la régionalisation du processus du Forum paysan décidée en 2016. Cette régionalisation a consisté en une réorganisation du processus sur la base d'un cycle quadriennal, avec des réunions mondiales se tenant tous les quatre ans et des réunions régionales organisées entre ces réunions. Ce changement était dans l'esprit du programme de réforme du FIDA et de son processus de décentralisation. En outre, la réunion s'est tenue quelques jours à peine avant l'ouverture de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) et durant la première année de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028 (DNUAF). Lorsque les premiers délégués commençaient leur voyage vers Rome, l'OMS déclarait la COVID-19 une urgence santé publique de portée internationale.

C'est dans ce contexte particulier que la septième réunion mondiale du Forum paysan a fait place à une discussion et un débat sur l'état actuel et futur du partenariat entre les organisations paysannes (OP) et le FIDA.

Le Forum a été ouvert par le Président du FIDA, Gilbert Houngbo, et des allocutions d'ouverture ont été prononcées par les dirigeants paysans membres du Comité de pilotage du Forum paysan. La première session a été consacrée à un examen de l'évolution de la collaboration entre le FIDA et les organisations paysannes. Le FIDA a présenté son rapport "Partenariats en action", analysant les tendances et les faits nouveaux dans le partenariat entre le FIDA et les organisations paysannes au cours de la période 2016-2019. Le document montrait, dans l'ensemble, que le partenariat progresse et que les processus alignés de décentralisation du FIDA et du Forum offrent d'importantes possibilités de poursuivre le renforcement de la collaboration.

Le 6 février, cinq sessions des groupes de travail régionaux ont été organisées pour examiner l'état de la collaboration et la marche à suivre dans les différentes régions dans lesquelles intervient le FIDA. Cinq groupes de travail thématiques se sont réunis le 7 février pour débattre respectivement: des changements climatiques et de la transition vers l'agroécologie; de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et de la participation des organisations paysannes à la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021; du rôle dirigeant des femmes; des jeunes dans l'agriculture; et des nouveaux instruments pour FIDA12. Sur la base des discussions et des contributions formulées au cours des débats, la Synthèse des délibérations du FAFO 2020 a été adoptée et a fait l'objet d'un examen avec la direction du FIDA et les membres du Conseil d'administration. La Synthèse des délibérations du Forum a été présentée au Conseil des gouverneurs, réuni au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le mardi 11 février.

Un certain nombre de manifestations parallèles ont également été organisées par le FIDA, les OP et d'autres partenaires les 10 et 11 février, pour permettre un examen plus approfondi de thèmes apparus au cours des réunions des groupes de travail thématiques et des réunions régionales.

Généralités

À propos du Forum paysan au FIDA

Le Forum paysan (FAFO) est un processus permanent, partant de la base, de consultation et de concertation entre les organisations de petits paysans et de producteurs ruraux, y compris les pasteurs et les pêcheurs (collectivement désignées sous le nom d'organisations paysannes – OP), le FIDA et les gouvernements, axé sur le développement agricole et rural et la réduction de la pauvreté. Le Forum se fonde sur des collaborations et des partenariats concrets aux niveaux national et régional. Il a été créé en 2005 pour fournir des orientations aux opérations du FIDA et pour recenser, conjointement, les possibilités de partenariats dans les programmes de pays et les projets d'investissement du FIDA. Depuis sa création, le Forum a tenu six réunions mondiales, sur un rythme biennal, à l'occasion du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Le Forum paysan 2020: un nouveau contexte

À la sixième réunion mondiale, en 2016, d'importants changements ont été approuvés dans l'organisation et la gouvernance du processus. Il s'agissait notamment de l'admission au sein du Comité de pilotage de deux nouvelles organisations internationales (le Réseau intercontinental des organisations d'agriculteurs biologiques – INOFO, et l'Organisation mondiale des agriculteurs – OMA) et de la décentralisation du processus du FAFO afin de renforcer l'impact du Forum au niveau des pays.

Le FAFO est désormais organisé sur un cycle quadriennal, avec des réunions mondiales tous les quatre ans, et des consultations régionales organisées entre ces réunions. Ce changement était dans l'esprit du programme de réforme du FIDA et de son processus de décentralisation, dont le but est d'accroître la présence du FIDA dans les pays et de renforcer tant les partenariats avec les parties prenantes nationales que les résultats et l'impact des opérations.

Le premier cycle de FAFO régionaux s'est déroulé entre 2017 et 2019 dans les régions Afrique, Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes, avec la participation de dirigeants des organisations paysannes (OP), de membres du personnel du FIDA, de responsables gouvernementaux et de gestionnaires de projets appuyés par le FIDA. L'un des principaux produits de ces consultations régionales a pris la forme d'un ensemble de plans d'action comprenant des recommandations par pays, approuvées par les deux parties, pour le renforcement de la collaboration entre les OP et le FIDA dans le contexte de la conception et de l'exécution des projets et de la participation à l'élaboration des politiques au niveau du pays.

La septième réunion mondiale s'est tenue dans un contexte d'importants changements et d'une évolution significative. En fait, elle s'est tenue quelques jours à peine avant l'ouverture de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), décisive pour que le FIDA soit mieux en mesure d'appuyer ses membres et ses partenaires et d'intensifier sa contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Cette édition du FAFO mondial s'est aussi tenue durant la première année de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028 (DNUAF), qui place l'agriculture familiale au centre de l'agenda international. La Décennie constitue une occasion unique d'intervenir sur les questions multidimensionnelles intéressant les producteurs familiaux, les plaçant en position d'agents essentiels du changement dans la réalisation des ODD.

Les changements climatiques sous le feu des projecteurs

Les interventions du FIDA, telles qu'elles sont présentées dans le Cadre stratégique 2016-2025¹, mettent l'accent sur trois objectifs stratégiques, dont l'un est de "renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales". Les changements climatiques figurent parmi les principales causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire. Le FIDA a entrepris d'intégrer dans ses opérations l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la résilience face au climat, en abordant les interdépendances entre viabilité environnementale, climat, fragilité, nutrition et inclusion sociale, en particulier celle des femmes et des jeunes. À cet égard, l'agroécologie offre une approche clé, aussi bien pour l'adaptation aux changements climatiques que pour l'atténuation de leurs effets, qui met en relation les savoirs traditionnels et scientifiques afin de produire de la nourriture de manière durable. Les producteurs familiaux sont d'importants dépositaires de savoirs agroécologiques et, par conséquent, ont un rôle clé à jouer dans la mise en œuvre de l'agroécologie sur le terrain.

Un Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires se tiendra en 2021, avec pour objectif d'optimiser les avantages de l'approche des systèmes alimentaires dans l'ensemble du Programme 2030 et de faire face aux défis des changements climatiques. Le Sommet permettra des apprentissages mutuels et le partage d'expériences. Il constituera également une occasion de mobiliser l'opinion publique à l'échelle mondiale et de prendre des engagements en faveur de systèmes alimentaires inclusifs, productifs, résilients et durables.

C'est dans ce contexte particulier que la septième réunion mondiale du FAFO a exploré de nouvelles modalités de partenariat entre les OP et les parties prenantes au développement et formulé un engagement renouvelé à collaborer entre elles.

Encadré 1. Les FAFO régionaux

Asie et Pacifique (APR): Yogyakarta (Indonésie) du 29 au 31 octobre 2018, avec la participation de 80 dirigeants paysans et de 21 membres du personnel du FIDA et des projets, et se traduisant par l'élaboration de 21 plans d'action nationaux.

Afrique orientale et australe (ESA): Kampala (Ouganda), du 21 au 23 mai 2017, avec la participation de 40 dirigeants paysans et de 260 membres du personnel du FIDA et des projets, et se traduisant par l'élaboration de 14 plans d'action nationaux.

Amérique latine et Caraïbes (LAC): Montevideo (Uruguay) du 21 au 23 mai 2019, avec la participation de 76 dirigeants paysans et de 22 membres du personnel du FIDA et des projets.

Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA): Nouakchott (Mauritanie) du 9 au 11 avril 2018, avec la participation de 45 dirigeants paysans et de 260 membres du personnel du FIDA et des projets, et se traduisant par l'élaboration de 20 plans d'action nationaux.

1 <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/39369820>.

Faits saillants de la septième réunion mondiale du Forum paysan

La septième réunion mondiale du Forum paysan s'est tenue les 6, 7, 10 et 11 février 2020, à l'occasion de la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Elle a réuni 91 représentants d'OP,² dont 45% de femmes, venant d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique, d'Europe et du Proche-Orient, pour des échanges de vues sur l'évolution du partenariat avec le FIDA. Plus de quarante représentants d'organisations partenaires – organisations non gouvernementales (ONG), fondations, organisations internationales, institutions des Nations Unies, instituts de recherche et universités – étaient également présents en qualité d'observateurs, et notamment le Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Secrétariat ACP), AgriCord et plusieurs de ses membres, AMEA, Crocevia, l'Union européenne (EU) et la Commission européenne (CE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Forum rural mondial (WRF), PROCASUR et Slow Food.

La réunion mondiale du FAFO a été organisée par le FIDA avec l'appui financier de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC).

Ouverture du Forum

La réunion mondiale du FAFO a été officiellement ouverte par le Président du FIDA, Gilbert Houngbo, le 6 février 2020 (voir encadré 1 ci-dessous). Il a accueilli les membres du Comité de pilotage du FAFO, souhaité la bienvenue à tous les participants et adressé des remerciements particuliers aux partenaires tels que l'UE, le Secrétariat ACP et le gouvernement de la Suisse.

Le Président a souligné que les petits producteurs familiaux, pasteurs et pêcheurs sont responsables de la sécurité alimentaire et de la durabilité des systèmes alimentaires. Ils créent des emplois, fournissent en aliments variés et nutritifs aussi bien les marchés ruraux qu'urbains et – avec les incitations appropriées – peuvent aussi contribuer à atténuer les effets des changements climatiques. Dans ce contexte, l'organisation et l'action collective des producteurs au sein de puissantes organisations représentatives joue un rôle décisif. Selon le Président, des organisations solides facilitent l'accès des petits producteurs au financement, aux services de conseil et de formation agricoles, et à la technologie, et leur donnent les moyens de développer leurs capacités professionnelles. Les OP permettent à des millions de petits producteurs de mettre en commun leur production et d'obtenir de meilleurs prix sur les marchés, mais elles participent aussi à la formulation des politiques publiques qui les concernent. C'est pourquoi le FIDA a pour ambition d'être, pour les OP, un "partenaire privilégié".

Le Président a en outre rappelé que depuis la précédente réunion mondiale du FAFO, en 2016, le FIDA avait poursuivi sa décentralisation. La plus grande partie du personnel opérationnel du FIDA est maintenant en poste au niveau des pays. Par ailleurs, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé, en décembre 2019, le Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes³, qui a pour but de mieux associer tous les acteurs clés et mieux les consulter durant la conception, l'exécution et les examens à mi-parcours et finaux des programmes appuyés par le FIDA. Le Président a invité les participants au Forum à exploiter pleinement ce document pour le traduire en actions et collaborations concrètes au niveau des pays.



Le Président du FIDA, Gilbert Houngbo, et Mme Estrella Penunia Banzuela, Présidente de l'AFA à la session d'ouverture de la septième réunion mondiale du Forum paysan.

2 La liste complète des participants figure à l'annexe 2.

3 Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes: amélioration de la transparence, de la gouvernance et de la responsabilité, EB 2019/127/R.17, <https://webapps.ifad.org/members/eb/127/docs/french/EB-2019-127-R-17.pdf>.

Le Président a aussi rappelé que cette réunion du FAFO s'est tenue juste avant le début de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, un moment clé pour donner à l'institution les moyens indispensables pour appuyer l'agriculture familiale et les sociétés rurales dans leurs nécessaires transformations. Il a invité les participants au Forum à tirer pleinement parti de cette occasion pour partager leurs attentes et leur vision quant à l'avenir du FIDA, afin d'améliorer le financement de la transformation du monde rural en vue d'une plus grande prospérité.

Il a conclu son intervention en déclarant que "pour notre part, FIDA12 sera bâti sur ce qui fait notre force. Ainsi nous continuerons à nous concentrer sur les résultats, à donner la priorité aux petits producteurs et aux populations rurales les plus démunies et à travailler très étroitement avec leurs organisations représentatives".

Encadré 2. Discours d'ouverture du Président du FIDA, Gilbert F. Hougbo

Bonjour à tous et bienvenue à la septième réunion mondiale du Forum paysan.

Bienvenue en particulier à ceux qui participent à ce forum pour la première fois.

Et bienvenue aussi à tous les représentants des organisations paysannes. Certains sont venus de très loin – et notamment des îles du Pacifique – pour être avec nous à Rome.

Je salue les membres du comité de pilotage du Forum ici présents à la tribune. Ils représentent l'Association des Agriculteurs d'Asie pour le développement durable – l'AFA, la COPROFAM d'Amérique latine, le Réseau intercontinental des organisations d'agriculteurs biologiques (INOFO), la Via Campesina, l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles, le ROPPA d'Afrique de l'Ouest, les réseaux de pêcheurs artisans – le WFF et le WFFP – et l'Organisation Mondiale des Agriculteurs.

Je tiens aussi à remercier ici nos partenaires les plus proches avec qui nous collaborons en appui aux organisations paysannes, et plus particulièrement: l'Union européenne et le Groupe ACP, le Gouvernement suisse et Agricord.

Mesdames et Messieurs,

Qu'il me soit permis de vous parler des dernières mesures prises par le FIDA pour renforcer notre partenariat avec les organisations paysannes et de producteurs agricoles, notamment sur la question des programmes et des politiques publiques de développement agricole et rural.

Mais avant toutes choses, je voudrais replacer la réunion de ce Forum dans un contexte plus large.

Aujourd'hui, en ce début d'année 2020, il ne reste plus que 10 ans pour réaliser les Objectifs de développement durable les plus ambitieux que nos nations ne se soient jamais fixés. Nous sommes aussi entrés de plain-pied dans la Décennie de l'Agriculture Familiale. Et nous préparons un Sommet mondial sur les systèmes alimentaires en 2021.

Enfin, le FIDA est sur le point de lancer les consultations pour la Douzième reconstitution de ses ressources. Notre objectif est de doter notre institution des moyens nécessaires pour accompagner les agricultures familiales et nos sociétés rurales dans leurs nécessaires transformations.

Alors que la croissance démographique est sans précédent, que les changements climatiques s'accroissent et que les progrès pour éliminer l'extrême pauvreté, la faim et la malnutrition stagnent, il est plus que jamais indispensable d'investir dans la durabilité de nos systèmes alimentaires.

Au FIDA, nous savons que les 500 millions de petites exploitations agricoles familiales, les centaines de millions d'éleveurs et de pêcheurs artisans – tous ceux que vous représentez – sont les garants de la sécurité alimentaire et de la durabilité des systèmes alimentaires.

Le succès des petits exploitants permet de créer des emplois en milieu rural et tout au long des filières agricoles – du transport à la transformation, à la vente au détail et jusqu'au reste de l'économie. Ces exploitations fournissent en aliments variés et nutritifs aussi bien les marchés ruraux qu'urbains. Et avec des incitations appropriées, elles peuvent aussi contribuer à l'atténuation des changements climatiques.

Dans ce contexte, l'organisation et l'action collective des producteurs au sein d'organisations représentatives fortes jouent un rôle critique. Et je pense ici aux organisations au niveau global, mais également régional et bien entendu à l'échelon national. Des organisations de producteurs fortes facilitent l'accès des petits producteurs aux financements, aux services de conseil agricole et de formation, aux technologies et leur permettent de renforcer leurs capacités professionnelles.

Vos organisations paysannes permettent à des millions de petits producteurs de regrouper leur production et d'obtenir de meilleurs prix sur les marchés mais aussi de faire entendre leur voix dans le cadre de la formulation des politiques publiques qui les concernent.

L'ambition du FIDA est d'être votre partenaire privilégié.

Notre expérience montre que les plateformes de dialogue inclusif comme ce Forum paysan peuvent être de véritables catalyseurs. Elles poussent les gouvernements et les partenaires à assurer une meilleure participation de tous et une collaboration plus effective. Elles les incitent à être plus réactifs et à mieux rendre des comptes de leurs actions aux citoyens.

Depuis la dernière rencontre mondiale du Forum paysan – en 2016 – le FIDA a continué sa décentralisation. La plupart du personnel opérationnel est maintenant basée dans les pays où nous travaillons. Notre objectif est simple: en nous rapprochant des personnes que nous appuyons, nous voulons élargir la gamme des acteurs avec lesquels nous collaborons.

Le premier cycle des forums régionaux en 2018 et 2019 a permis de faire des progrès mais nous voulons aller plus loin.

En septembre, l'année dernière, notre Conseil d'administration a approuvé le Cadre intégré relatif aux retours d'information opérationnels des parties prenantes. Son objectif est de nous aider à mieux impliquer tous les acteurs clés, à mieux les consulter lors de la conception et la mise en œuvre des programmes appuyés par le FIDA. Je vous invite à exploiter pleinement ce document pour le traduire en actions et en collaborations concrètes dans vos pays. Cet après-midi, dans vos groupes de travail, vous aurez une occasion unique d'en discuter avec nos divisions régionales. J'en attends des engagements réciproques, précis et ambitieux pour les prochaines années.

Notre travail dans le domaine des changements climatiques est un exemple. Malgré les défis de l'heure, comme ceux ayant émergé à la COP 25, je crois que l'on peut être optimiste. Et ce grâce à l'engagement de la société civile, des mouvements sociaux et des jeunes générations.

Je reste, pour ma part, convaincu que les petits exploitants agricoles et les communautés rurales sont au cœur de la réponse aux changements climatiques. Ils doivent en premier lieu s'adapter à leurs effets, mais ils peuvent aussi contribuer à leur atténuation.

Mesdames et messieurs,

Le FIDA est déterminé à apporter sa contribution. En 2012, nous avons lancé le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne – ASAP. Ce programme est très rapidement devenu notre programme phare pour apporter des financements climatiques et environnementaux.

À la fin de septembre 2019, plus de 3 millions de personnes avaient bénéficié des financements de l'ASAP. Environ 86 000 ménages ont maintenant un meilleur accès à l'eau, et plus de 11 000 groupes communautaires savent comment mieux gérer les risques climatiques.

Bien sûr, il reste beaucoup à faire pour aider les petits producteurs, les éleveurs et les pêcheurs artisans à s'adapter aux changements climatiques et contribuer à leur atténuation. Ces questions seront discutées demain au sein du groupe de travail sur les deux nouveaux instruments financiers de FIDA 12. Un des instruments porte sur le climat, l'autre sur le secteur privé.

Mesdames et messieurs,

Cette année, le Forum paysan a lieu juste avant le lancement de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA. C'est le moment idéal – pour le FIDA et ses Gouverneurs – pour vous écouter. Vos contributions nous permettront alors de parler d'une seule et vive voix.

Ainsi, nous voulons connaître vos attentes vis-à-vis de FIDA 12. Nous aimerions savoir quelle est votre vision du futur de notre institution. Nous voulons avoir votre avis sur la façon

d'améliorer le financement de la transformation rurale pour une meilleure prospérité. Et bien-sûr, nous aimerions avoir votre opinion sur le rôle que peuvent jouer vos organisations.

Pour notre part, FIDA 12 sera bâti sur ce qui fait notre force. Ainsi nous continuerons à nous concentrer sur les résultats, à donner la priorité aux petits producteurs et aux populations rurales les plus démunies et à travailler très étroitement avec leurs organisations représentatives.

Merci à tous et à toutes de participer à ce forum. J'attends avec intérêt l'issue de vos discussions et me réjouis des nouvelles opportunités que nous aurons à travailler avec vous dans les années à venir.

Je vous remercie.

Après le discours d'ouverture du Président, la parole a été donnée aux membres du Comité de pilotage du FAFO pour des déclarations liminaires.

M. Fernando Lopez Rodriguez (Secrétaire Général de l'Instance de coordination des producteurs familiaux du MERCOSUR – COPROFAM) a souligné que les OP apprécient l'occasion très spéciale qui leur est offerte, dans le cadre du Forum, d'entreprendre une concertation avec le Président, la direction et le personnel technique du FIDA, et s'est félicité des évolutions pour ce qui est de la décentralisation des opérations, du FAFO et du FIDA, car elles créent de plus larges possibilités de participation à tous les niveaux. Il a enfin évoqué les perspectives ouvertes par la DNUAF en matière d'accélération de la réalisation des ODD, et demandé au FIDA d'investir dans le Plan d'action mondial 2019-2028 (GAP)⁴ de la DNUAF.

L'intervention de Mme Shamika Anil Mone (Présidente de l'INOFO) a mis l'accent sur le rôle clé joué, au niveau mondial, par les agriculteurs biologiques. Elle a affirmé que les agriculteurs biologiques constituent la solution holistique à tous les problèmes associés aux changements climatiques, et qu'ils sont capables de faire revenir les jeunes vers l'agriculture. Elle a en outre souligné l'importance des savoirs autochtones relatifs aux semences traditionnelles et résilientes face au climat, et la nécessité de la reconnaître et de la promouvoir.

M. Theo De Jager (Président de l'OMA) a insisté sur le rôle des agriculteurs dans la prise en compte des changements climatiques. Il a fait observer que, tout en étant les plus vulnérables aux changements climatiques, les agriculteurs sont davantage en mesure de faire quelque chose à cet égard dans des délais plus courts que n'importe qui d'autre. Il a en outre déclaré que le FAFO constitue la réunion la plus influente et puissante de voix paysannes dans l'histoire et, s'adressant aux participants, a dit que "si nous ne saisissons pas, au cours des prochains jours, cette occasion de faire un pas en avant et de placer agriculteurs, pêcheurs et producteurs familiaux au centre du débat mondial sur la transformation des systèmes alimentaires, cette occasion ne se représentera plus".

Dans son discours introductif, M. Musa Sowe (Vice-Président du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest – ROPPA) a fait référence à la nécessité, pour le FIDA, d'investir davantage dans la capacité des producteurs familiaux, d'accorder une attention particulière aux jeunes et aux femmes, et de renforcer les OP. Il a aussi invité le FIDA à appuyer la DNUAF et la création d'espaces de consultation entre le FIDA et les OP au niveau national par l'intermédiaire des FAFO nationaux.

4 <http://www.fao.org/3/ca4672fr/ca4672fr.pdf>.

Mme Elizabeth Nsimadala (Présidente de l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles – PAFO) a remercié le FIDA pour avoir “uni les agriculteurs au niveau mondial”. Elle a déclaré que grâce à l'appui fourni par le FIDA grâce à ses dons régionaux comme le Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA) et le programme Organisations paysannes pour les ACP (FO4ACP), “nous ne sommes plus où nous étions hier, notre présent est meilleur, mais notre avenir est plus brillant”. Elle a mentionné, en outre, que les OP veulent être considérées comme des partenaires plutôt que comme des bénéficiaires et qu'elles devraient, à ce titre, participer pleinement à l'élaboration et l'exécution des programmes FIDA d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats et jouer un rôle central dans le suivi évaluation des projets appuyés par le FIDA.

La situation des pêcheurs artisans a été évoquée par M. Moises Osorto Caceres (Membre du Comité de coordination du Forum mondial des populations de pêcheurs – WFFP), qui a souligné que les pêcheurs sont les populations les plus affectées par la crise des changements climatiques. Faisant écho à son intervention, Mme Ujjaini Halim (représentante du Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la pêche – WFF) a souligné que, compte tenu de leur importante contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'inclusion effective des pêcheurs artisans dans les interventions de développement est impérative pour atteindre les ODD. Les deux membres du Comité de pilotage ont invité instamment le FIDA à appuyer les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale⁵ (VSSF), et à en assurer la mise en œuvre intégrale afin d'inclure plus efficacement les pêcheurs artisans dans ses opérations, et d'envisager de fournir aux pêcheurs un appui financier dédié pour poursuivre le renforcement de leurs capacités.

Mme Elizabeth Mpofu et M. Lazaro Edgardo Garcia Aguilar de La Via Campesina (LVC) ont rappelé les principes d'unité et de solidarité qui animent la concertation entre les différents groupes et composantes du FAFO. Ils ont appelé le FIDA à appliquer pleinement à ses politiques et programmes les dispositions contenues dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP)⁶, résultat de plus de 17 années de travail et de plaidoyer de la part des organisations paysannes.

Mme Estrella Penunia Banzuela (Présidente de l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable – AFA) a décrit le FIDA comme un allié solide de l'AFA dans la poursuite de ses objectifs consistant à faire en sorte que les producteurs familiaux obtiennent des droits garantis sur leur terre, leur eau et leurs forêts; que les exploitations soient durables, résilientes face au climat, intégrées et diversifiées; que les coopératives soient solides et viables; que les femmes qui en sont membres soient appréciées et appuyées dans leur travail, et qu'elles aient les mêmes possibilités; et que les jeunes des zones rurales ne quittent pas l'agriculture. Elle a rappelé comment le partenariat avec le FIDA dans la région Asie et Pacifique avait évolué depuis le début du processus du FAFO et comment le financement direct accordé à l'appui des OP pour le renforcement de leurs capacités avait aidé ces organisations à être plus efficaces, avait amélioré la solidarité entre les OP, et leur avait permis de coopérer pour exercer une influence sur les politiques sectorielles.



Mme Shamika Anil Mone, Présidente de l'INOFO, à la session d'ouverture de la septième réunion mondiale du Forum paysan.



Le Forum est “un lieu incroyable pour se connecter avec des collègues du monde entier, élaborer de nouvelles idées et échanger des bonnes pratiques” a dit Mme Renate Hahlen, Chef adjointe de la délégation de l'UE à Rome, à la session d'ouverture de la septième réunion mondiale du Forum paysan.

5 <http://www.fao.org/publications/card/fr/c/14356F>.

6 <https://undocs.org/fr/A/C.3/73/L.30>.

Elle a ajouté que les paysans sont la solution à la pauvreté et à la faim, étant donné qu'ils peuvent s'organiser, se fédérer, renforcer leurs capacités, pratiquer une agroécologie durable, et ajouter de la valeur à la production agricole. Néanmoins, ils ont besoin de l'appui du FIDA en matière d'investissements et d'une meilleure participation à la conception, à l'exécution et au suivi-évaluation des politiques et des programmes du FIDA.

En reconnaissance du rôle de l'UE en tant que partenaire stratégique du FIDA et des OP, la parole a été donnée à Mme Renate Hahlen (Chef adjointe de la délégation de l'UE à Rome). Elle a fortement souligné le rôle que jouent les OP en tant qu'organisations dirigées par leurs membres pour lutter contre la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et les efforts qu'elles ont déployés pour faire face aux événements météorologiques extrêmes et atténuer les effets des changements climatiques tout en faisant leur possible pour obtenir un accès aux marchés et améliorer leurs moyens d'existence. Elle a souligné que les petits exploitants et les producteurs familiaux constituent le point de mire de l'appui de l'UE au développement dans le domaine de l'agriculture et du développement rural et que – de concert avec le FIDA – l'UE vise principalement à les appuyer, ainsi que leurs organisations. Le FIDA est en fait un partenaire privilégié pour l'UE, en raison de son expérience unique en matière de coopération avec les OP. Et c'est pourquoi il est, depuis 2008, un allié stratégique capital pour l'exécution du portefeuille de l'UE doté de plus de 100 millions d'EUR au profit des OP à travers le monde. Ce financement a servi à renforcer les OP, afin qu'elles puissent participer pleinement au développement économique, saisir les possibilités économiques et commerciales, renforcer leur voix dans la concertation sur les politiques à tous les niveaux et, en fin de compte, améliorer les moyens d'existence.

Évolutions et faits nouveaux dans le partenariat entre le FIDA et les organisations paysannes

Conformément à la pratique établie lors des précédentes réunions mondiales, le FIDA a présenté au FAFO le rapport "Partenariats en action", contenant une analyse des tendances et des faits nouveaux dans le partenariat entre le FIDA et les organisations paysannes. La réunion mondiale de 2020 étant la première après un intervalle de quatre ans, le rapport a couvert la période 2016-2019. Dans l'ensemble, le document a montré que le partenariat est confirmé et qu'il évolue, et que les processus parallèles de décentralisation du FIDA et du FAFO offrent de grandes possibilités de renforcer davantage la collaboration.

Le rapport a souligné que la participation des OP à la formulation des COSOP est désormais une norme bien établie. Les OP ont également été associées à l'exécution de 71% des projets conçus au cours de la période 2016-2017, et on a observé une augmentation de leur

participation à la supervision. Entre 2016 et 2019, 14 dons d'un montant total de 41 millions d'USD ont été approuvés en faveur d'OP. Des dons régionaux à des OP, cofinancés par le FIDA et l'UE, ont couvert la quasi-totalité du portefeuille de dons approuvés durant la période, représentant 93% du total du financement direct aux OP. Des études de cas et des rapports mettent en évidence le fait que l'appui reçu par les OP nationales par l'intermédiaire des programmes régionaux a accru leur participation aux programmes de pays du FIDA et renforcé les capacités des OP d'exercer une influence sur les politiques publiques.

Le rapport a en outre permis une évaluation du processus du FAFO régional. Quatre FAFO régionaux ont été organisés entre 2017 et 2019, réunissant plus de 200 dirigeants d'OP et plus de 400 membres du personnel du FIDA et des projets qu'il finance, ainsi que des partenaires et des fonctionnaires gouvernementaux. Les FAFO régionaux se sont traduits par l'élaboration de 55 plans d'action nationaux, énumérant des activités à mettre en œuvre pour accentuer le développement du partenariat.



©FIDA/Flavio Ianniello

Le rapport Partenariats en action est présenté par Mme Fanny Grandval, Spécialiste régionale principale du FIDA, durant la séance plénière du FAFO.

Quelques caractéristiques intéressantes et innovantes observées dans le partenariat ont aussi été mentionnées. En Asie, par exemple, le partenariat entre les OP nationales et le FIDA a été officialisé et garanti par la signature de mémorandums d'accord. En Afrique de l'Ouest et dans le Pacifique, des OP régionales ont été associées à des missions de conception de projets et/ou, dans d'autres cas, en tant que partenaires d'exécution. En outre, de nombreux projets de développement de filières apportent un financement direct aux plans d'entreprise des OP (comme à Madagascar) et quelques projets d'investissement introduisent de nouvelles approches du renforcement des capacités d'OP locales et nationales (comme au Tchad et en Tunisie).

Enfin, le FIDA a lancé une courte vidéo présentant l'inventaire des organisations de paysans et de producteurs ruraux (FO-MAPP)⁷, une initiative conjointe du FIDA et du WRF élaborée pour appuyer la visibilité des OP et le partage des savoirs.

À la suite de cette présentation, les participants ont pu faire part de leurs observations et contribuer au débat. En particulier, la présentation par le FIDA a été complétée par un certain nombre de représentants d'OP qui ont fourni des informations supplémentaires sur des expériences nationales réussies (comme au Burundi, en Mongolie, aux Tonga). De nombreux participants ont exprimé leur appréciation pour le travail du FIDA et l'appui qu'il fournit aux OP. Dans ce contexte, la décentralisation a été unanimement considérée comme un objectif d'étape pour progresser dans le partenariat et une occasion sur laquelle faire fond. On a néanmoins souligné la nécessité d'organiser des FAFO régionaux dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord, Asie centrale et Europe (NEN). Il a également été jugé nécessaire d'approfondir la concertation au niveau national en créant des plateformes de débat permanent. La question de l'inclusivité a aussi été abordée en séance plénière et les participants sont convenus qu'il faut faire davantage pour garantir la représentation des jeunes et un meilleur équilibre, au sein du FAFO, entre les secteurs représentés (pasteurs, pêcheurs, etc.). Quelques participants ont aussi lancé un appel pressant à propos de la nécessité, pour le FIDA, de mobiliser des ressources pour la régénération des sols et pour la poursuite de l'appui aux pêcheries artisanales.



©FIDA/Flavio Ianniello

**Mme Annick Sezibera,
Secrétaire exécutive de
la Confédération des
associations de producteurs
agricoles pour le
développement (CAPAD).**

Groupes de travail régionaux

Cinq groupes de travail régionaux⁸ ont été organisés le 6 février pour permettre aux OP et aux Divisions régionales du FIDA d'examiner l'état du partenariat et la marche à suivre dans les différentes régions dans lesquelles le FIDA intervient.

Dans l'ensemble, le FIDA a reconnu le rôle décisif que jouent les OP dans l'amélioration de l'efficacité et de la durabilité de ses opérations, et des progrès concrets ont été mis en évidence dans le partenariat FIDA-OP dans la plupart des régions depuis la dernière réunion mondiale du FAFO. Cela a été particulièrement visible dans les régions APR, LAC et WCA.

La décentralisation du FIDA, avec l'établissement de plateformes sous-régionales et l'affectation de la plus grande partie du personnel opérationnel sur le terrain, au niveau des pays, a été considérée comme une étape particulièrement importante permettant au FIDA et aux OP de renforcer leur concertation et de resserrer leurs relations sur le terrain.

⁷ FO-MAPP (www.fo-mapp.com) est une base de données fournissant des informations géoréférencées sur les OP (par exemple, membres, couverture géographique, produits agricoles, services fournis). Elle a été élaborée pour répondre à une demande formulée par les OP au FAFO et adressée au FIDA pour qu'il fasse davantage pour promouvoir la visibilité des OP et le partage des savoirs.

⁸ Le texte intégral des rapports des groupes de travail régionaux figure à l'annexe 3.

Par ailleurs, les résultats des FAFO régionaux ont montré que les OP et le FIDA étaient résolus et déterminés à renforcer leur partenariat. Le premier cycle de FAFO régionaux a eu pour résultat l'élaboration de 55 plans d'action nationaux approuvés d'un commun accord, et comportant des recommandations visant au renforcement de la collaboration entre les OP nationales, les équipes de pays du FIDA et les gestionnaires des projets financés par le FIDA.

Le FIDA et les OP ont aussi présenté des exemples de collaboration réussie sur le terrain. Au Burundi, la Confédération des associations de producteurs agricoles pour le développement (CAPAD) et le FIDA ont exécuté 13 des 14 activités convenues dans le plan d'action national. En Zambie, le FIDA et les OP ont décidé de mettre en place un comité chargé de coordonner les activités et la concertation. À Madagascar, le FIDA a appuyé avec succès la participation des OP au processus de réforme de la Chambre nationale d'Agriculture, a investi dans le renforcement des capacités des OP par le biais de son programme de pays, et a systématiquement invité les OP à participer aux missions de supervision et de conception. Dans la région Asie et Pacifique, des accords ont été signés au niveau des pays (par exemple en Indonésie) et les OP ont accru leur participation à la préparation de COSOP (plus de dix exemples) et aux missions de supervision de projets appuyés par le FIDA. Au Togo, la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes (CTOP) a été chargée, par décret ministériel, du renforcement des coopératives dans l'exécution du Projet national de promotion de l'entreprenariat rural, financé par le FIDA. Au Tchad, le Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPR) est représenté au sein des comités de pilotage de projets financés par le FIDA, et est chargé du renforcement des capacités des OP locales et de la cartographie des OP. En Guinée-Bissau et au Niger, les OP participent pleinement à l'exécution de projets financés par le FIDA (le Projet relatif à la diversification de l'agriculture familiale, à l'intégration des marchés, à la nutrition et à la résilience face aux changements climatiques – REDE et le Programme de développement de l'agriculture familiale – PRODAF, respectivement). Dans la région LAC, de nouvelles lois ont été approuvées pour la promotion de l'agriculture familiale, avec l'appui du FIDA (Guatemala et Panama, notamment).

Les délégués des OP ont aussi mentionné la pertinence des dons régionaux à l'appui des OP. Ils ont souligné, en particulier, que le Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes (MTCP) en Asie et dans le Pacifique, et le PAOPA en Afrique, avaient permis aux OP de devenir des organisations efficaces et professionnelles et de participer à la concertation sur les politiques à tous les niveaux. L'AFA notamment a indiqué que le MTCP lui avait permis de toucher 43,5 millions de paysans appartenant à plus de 1 600 organisations. Elle a, en outre, appuyé des OP dans divers domaines: promotion, aux niveaux national et infranational, de 86 politiques relatives à des questions clés (régime foncier, semences, contrôle des prix, agriculture durable, entre autres); participation à la concertation sur les politiques au niveau international (par exemple au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est –

ANASE et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale – ASACR); participation à des campagnes internationales (par exemple la DNUAF et l'UNDROP); amélioration de la communication et de la visibilité des OP; et augmentation et consolidation du nombre de paysans dans des groupes de produits pour répondre aux volumes et aux normes requis par le marché.

De manière générale, on a considéré qu'un appui direct était essentiel pour la professionnalisation des OP, pour l'établissement de coopératives et d'entreprises durables et viables, et pour la participation à la concertation sur les politiques. Les nouveaux programmes régionaux (FO4ACP, Programme Asie-Pacifique pour les paysans – APFP et Organisations paysannes pour l'Asie et l'Amérique latine – FOALA) feront fond sur ces expériences.



M. Thales Bevilacqua Mendonça (membre de l'INOFO).

Malgré ces résultats, plusieurs difficultés ont aussi été rencontrées. En particulier, et bien que les OP aient jugé positif le processus de régionalisation du FAFO, elles ont été unanimes pour mettre l'accent sur la nécessité de renforcer le processus au niveau national, par le biais de l'organisation de FAFO nationaux. Elles ont aussi estimé que l'inclusion et l'intégration des pêcheurs étaient inférieures aux attentes, et que les pêcheurs artisans n'étaient pas adéquatement inclus et représentés à tous les niveaux du processus du FAFO. D'autres problèmes ont été signalés en rapport avec la régionalisation du FAFO, à propos notamment du suivi des plans d'action nationaux et du manque de ressources financières adéquates pour leur mise en œuvre.

La région NEN constitue un cas particulier, puisque la réunion du FAFO régional ne s'y est pas encore tenue. Le FIDA comme les OP reconnaissent que la collaboration dans cette région manque de vigueur. D'autre part, ils sont convenus que cette prise de conscience pourrait constituer le point de départ d'une amélioration de la collaboration et du partenariat. Une feuille de route, comprenant les mesures à prendre pour améliorer le partenariat, devrait être élaborée à cette fin.

Pour ce qui concerne le progrès du partenariat au niveau des pays, les délégués des OP ont recensé un certain nombre de problèmes et de domaines dans lesquels il faut renforcer la collaboration. Ils ont souligné, en particulier que le FIDA devrait: i) faciliter la concertation entre les OP et les gouvernements; ii) poursuivre son appui aux OP en matière de renforcement des capacités, en particulier pour améliorer leurs capacités de négocier avec les parties prenantes et de participer à la concertation sur les politiques; iii) améliorer la communication et garantir la continuité dans le partenariat avec les OP, au-delà de la mobilité et de la rotation du personnel (point particulièrement pertinent pour la région ESA); iv) désigner, au sein des plateformes du FIDA, des coordonnateurs chargés des contacts avec les OP et appuyer la participation des OP aux travaux de planification des plateformes; v) appuyer la mise en œuvre de la DNUAF au niveau des pays; vi) promouvoir les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (VGGT)⁹ et les VSSF; vii) aborder les défis que rencontrent les jeunes et les femmes dans le secteur de l'agriculture (par exemple pour ce qui est de l'accès à la terre, aux ressources financières, aux marchés) et inclure les jeunes et les femmes dans les projets et programmes du FIDA; viii) promouvoir les savoirs traditionnels en corrélation avec les technologies modernes ainsi qu'avec l'agroécologie. Pour ce qui les concerne, les OP ont reconnu qu'elles devraient s'efforcer d'être plus inclusives, élargir leur portée et étendre leurs réseaux au niveau des communautés de base, et mobiliser des ressources au-delà du FIDA (par exemple auprès des gouvernements et du secteur privé).

Portant leur regard vers l'avenir, le FIDA et les OP ont exprimé leur engagement réciproque en faveur d'un approfondissement du partenariat à de nombreux niveaux et sont convenus de continuer à collaborer et à promouvoir des relations plus étroites. Ils ont reconnu, en particulier, que la nouvelle structure décentralisée du FIDA offre plusieurs possibilités d'amélioration du partenariat au niveau national grâce à un meilleur partage des informations, à une participation accrue des OP aux processus du FIDA et au renforcement des capacités des OP. En outre, plusieurs possibilités de reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques ont été recensées au-delà des programmes de dons et d'investissements, tels que les instruments de FIDA12 et les nouveaux programmes de dons régionaux cofinancés par l'UE et le FIDA à l'appui des OP. Le FIDA a invité les OP à participer pleinement et à tirer parti de ces nouveaux instruments.

9 <http://www.fao.org/3/a-i2801f.pdf>.

Séance d'information sur FIDA12

Une séance d'information sur FIDA12 a été organisée le 7 février 2020, avec la participation de M. Paul Winters (Vice-Président adjoint, Département de la stratégie et des savoirs du FIDA) et M. Donal Brown (Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes du FIDA). M. Paul Winters a rappelé que lors de la précédente reconstitution des ressources, le FIDA avait mobilisé 1,1 milliard d'USD, qui ont permis au Fonds d'accorder des prêts d'un montant de 3,5 milliards d'USD. Il a souligné que le FIDA souhaiterait voir ce montant augmenter en faveur des petits producteurs à travers le monde et a incité les OP à appuyer le FIDA à cet égard.

Il a donné aux participants l'assurance que, pour ce qui concerne ses orientations stratégiques, le FIDA conservera son mandat fondamental, en mettant l'accent sur l'agriculture en tant que moteur fondamental de la croissance économique et de la prospérité dans les zones rurales, ainsi que sur les petits producteurs, en veillant à ce que les femmes soient en mesure de participer et en facilitant, pour les jeunes, une entrée réussie dans les activités agricoles. Il a en outre déclaré que le FIDA s'assurera qu'un quart du financement sera consacré au financement de l'action climatique pour aider les agriculteurs à s'adapter et à prendre des mesures d'atténuation.

Il a aussi présenté des informations essentielles sur deux nouveaux instruments qui seront examinés durant la consultation sur FIDA12: le nouveau Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+) et le Programme de participation du secteur privé au financement (PSFP). L'ASAP+ fera fond sur l'expérience de l'ASAP et sera élargi afin que les fonds soient directement accessibles également aux organisations de la société civile comme les OP, et pour apporter un complément aux activités visant à un meilleur impact, en se focalisant sur l'atténuation. Le PSFP est un mécanisme qui permettra au FIDA de fournir des ressources directement au secteur privé, au profit des petits producteurs, des communautés rurales et des petites et moyennes entreprises rurales (PME), en se focalisant sur la création d'emplois pour les jeunes et les femmes.

M. Winters a invité les OP à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces deux instruments qui ouvrent de nouvelles possibilités de collaboration entre elles et le FIDA.

Les participants ont réagi à son intervention en se félicitant de l'élaboration de l'ASAP+ et du PSFP. Ils ont souligné la nécessité de faire fond sur les expériences et les bonnes pratiques des paysans dans différents pays pour atténuer les effets des changements climatiques, et pour en tirer parti. Cela constituera la base d'une participation sérieuse à une concertation avec le FIDA et d'une collaboration à la mise en œuvre de ces nouvelles initiatives.

En outre, les participants ont fortement insisté sur la nécessité de mettre en place des mécanismes clairs pour permettre aux OP d'avoir accès à ces fonds, et ont demandé au FIDA d'inclure des représentants des OP dans leurs mécanismes de gouvernance. Ils ont aussi souligné que le financement devrait

être particulièrement destiné aux femmes et aux jeunes, ainsi qu'aux pêcheurs artisans, qui sont fortement affectés par les changements climatiques.

En concluant son intervention, M. Paul Winters a accueilli avec intérêt les propositions des OP et confirmé la disposition du FIDA à inclure des représentants des OP dans les comités de pilotage ou les comités consultatifs de l'ASAP+ et du PSFP.



“Si vous voulez nous proposer un programme, vous devez partir de ce que nous avons fait, comment nous l'avons fait, ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné, et pourquoi, afin que nous puissions alors construire un programme que nous pouvons co diriger” a déclaré M. Mamadou Cissokho, Président honoraire du ROPPA lors de la séance d'information sur FIDA12.

Groupes de travail thématiques

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET TRANSITION VERS L'AGROÉCOLOGIE

Quelles sont les possibilités de renforcer le partenariat entre les organisations paysannes et le FIDA?

Les effets actuels et prévisibles des changements climatiques figurent parmi les plus grandes menaces pour la production alimentaire, la sécurité alimentaire et la nutrition, et la durabilité des systèmes alimentaires locaux, en particulier dans les pays en développement. Les organisations de petits exploitants et d'agriculteurs familiaux abordent de manière proactive ce défi à tous les niveaux, depuis la promotion de l'agroécologie, de l'agriculture biologique, de l'agriculture de conservation et d'autres pratiques similaires aux niveaux de l'exploitation et du paysage, jusqu'à la participation à l'élaboration des politiques aux niveaux national et mondial. Les OP sont à l'origine de visions solides pour l'avenir de la planète, qui se concrétiseraient grâce à l'adoption de pratiques pour une production agricole plus résiliente et produisant moins d'émissions.

Pour sa part, le FIDA a intégré dans ses opérations l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la résilience face au climat, et a mobilisé à cette fin plusieurs fonds et mécanismes de financement. Parmi ces instruments, l'ASAP, qui a touché 11 000 groupes et OP pour relever les défis des changements climatiques. L'agroécologie est l'une des approches prometteuses pour l'établissement de systèmes agricoles résilients qui, en même temps, stockent du carbone, minimisent les émissions de gaz à effet de serre et fournissent divers aliments nutritifs. Le FIDA entreprend actuellement un bilan des activités agroécologiques dans les projets qu'il finance et conçoit de nouveaux instruments financiers, notamment l'ASAP+, qui devraient se concentrer sur l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets, et la résilience des systèmes alimentaires.

Le groupe de travail a donné l'occasion de cartographier les possibilités, pour les OP et le FIDA, de collaborer sur des outils, des instruments de financement, des stratégies, et sur toutes les solutions innovantes pour promouvoir l'agroécologie, l'agriculture biologique, l'agriculture de conservation et d'autres pratiques similaires au niveau des exploitations et des paysages pour des systèmes alimentaires durables et résilients, et de transformer cette occasion en participation à l'élaboration des politiques aux niveaux national et mondial.

Mme Rikke Olivera (Conseillère technique principale mondiale au FIDA) a illustré les travaux que l'équipe du FIDA consacre à l'agroécologie. Par ailleurs, les OP ont pu faire part de leurs expériences en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets grâce à l'agroécologie et ont formulé à l'intention du FIDA des suggestions sur les moyens de les appuyer à cet égard. Elles ont souligné, en particulier, l'importance de la promotion des échanges de savoirs entre agriculteurs et de l'apprentissage entre pairs (ANAP¹⁰, CFAP¹¹, INOFO, OMA) et de la collaboration avec les institutions de recherche et universitaires (ANAP, COPROFRAM, INOFO) afin d'encourager les innovations techniques, de documenter les pratiques agroécologiques et de réunir les données factuelles nécessaires pour appuyer la concertation avec les gouvernements sur la question de la transition vers l'agroécologie. Les représentants des OP ont aussi souligné la nécessité de mettre au point des instruments financiers qui appuient la transition vers l'agroécologie (CAPAD) et d'appuyer financièrement les paysans, les pêcheurs et leurs organisations pour qu'ils améliorent leurs capacités et qu'ils participent à l'élaboration des politiques (INOFO, KKM¹², SPI¹³, WFFP). L'importance du renforcement des capacités concernant les pratiques agroécologiques et la sensibilisation aux changements climatiques et ses effets au niveau des communautés de base a également

10 Association nationale des petits agriculteurs de Cuba.

11 Cambodian Farmer Association Federation of Agricultural Producers.

12 Kendrio Krishok Moitree.

13 Serikat Petani Indonesia.

été fortement soulignée (CAPAD, CFAP, NAFSL¹⁴, UNFFE¹⁵, WFF). Les participants ont aussi mis l'accent sur l'importance des savoirs traditionnels et sur la nécessité de promouvoir les semences traditionnelles locales résilientes face aux aléas climatiques (INOFO, WFF).

Dans l'ensemble, les représentants des OP (LVC, WFF, WFFP) ont rappelé que malgré 25 années de négociations au niveau mondial, les effets des changements climatiques s'aggravent et touchent particulièrement les petits exploitants agricoles et les pêcheurs artisans. Il est donc urgent d'améliorer l'efficacité des solutions adoptées. Dans ce contexte, ils ont demandé au FIDA d'appuyer l'agroécologie pour une réelle transition vers des modèles de production et des systèmes alimentaires diversifiés, à petite échelle, acheminés localement et durables.

Encadré 3. Principales recommandations du groupe de travail

Adressées aux gouvernements:

- Orienter les politiques dans le sens d'une approche qui transforme les systèmes alimentaires et renforce la conservation des ressources et les modèles agricoles fondés sur l'agroécologie.
- Des politiques publiques sont nécessaires, avec les outils et instruments qui encouragent l'agroécologie, en mobilisant en particulier des ressources pour les femmes et les jeunes (accès au crédit, accès à la terre, appui à la commercialisation, promotion des semences paysannes, formation à l'agroécologie, services locaux aux exploitations, systèmes d'alerte précoce, systèmes d'assurance et de garantie, etc.).
- Prendre en compte les divers types d'activités agricoles (agriculture, pêche, élevage, transformation, etc.).

Adressées au FIDA:

- Appuyer la capitalisation, la valorisation et la diffusion des bonnes pratiques des agriculteurs, pêcheurs, pasteurs.
- Promouvoir la diffusion de technologies résultant de partenariats entre chercheurs et paysans (par exemple, techniques de fumage et de conservation du poisson, remise en état des sols et des écosystèmes, préservation des ressources halieutiques, etc.).
- Renforcer les processus et mécanismes d'apprentissage et de formation entre agriculteurs.
- Encourager les processus collaboratifs entre les institutions de recherche et universitaires et les OP afin de créer des technologies et mesurer les effets de l'agroécologie.
- Promouvoir des modèles fondés sur l'agroécologie en faveur des petits producteurs.
- Appuyer les OP dans leur participation aux enceintes internationales sur les questions en rapport avec les changements climatiques et les systèmes alimentaires: réunions de la COP, Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, etc.
- Faciliter le transfert d'actifs aux OP.
- Promouvoir la reproduction à plus grande échelle d'initiatives paysannes à l'appui de l'agroécologie pour réduire les effets des changements climatiques.

Adressées aux OP:

- Diffuser l'information sur les changements climatiques et les innovations, y compris dans les domaines de la formation et des possibilités d'apprentissage.
- Constituer et appuyer des alliances et des coalitions multi-acteurs à tous les niveaux (local, national, régional, international) pour des mesures contre les changements climatiques et pour la promotion de l'agroécologie.
- Renforcer les capacités en matière de concertation sur les politiques en prenant pour point de départ les positions des paysans fondées sur la connaissance de terrain et les résultats de la recherche.

14 Association nationale des agriculteurs de la Sierra Leone.

15 Fédération nationale des producteurs agricoles de l'Ouganda.

VISION POUR FIDA12

Qu'est-ce que les nouveaux instruments du FIDA ont à offrir aux organisations paysannes?

Le FIDA a pour mission de transformer les économies rurales et les systèmes alimentaires en les rendant plus inclusifs, productifs, résilients et durables. À cet effet, le FIDA investit dans les millions de personnes qui sont le plus à risque d'être laissées pour compte: les pauvres, les petits producteurs vivriers, les femmes, les jeunes et d'autres groupes vulnérables vivant dans les zones rurales.

Le FIDA cherche à concrétiser cette vision en jouant un rôle accru dans l'effort mondial pour éliminer la pauvreté et atteindre l'objectif Faim zéro dans les zones rurales en doublant son impact d'ici 2030. Les réformes et les innovations récemment introduites dans son modèle opérationnel ont modifié de manière fondamentale son approche au niveau du pays. Ainsi, grâce à la décentralisation, le FIDA est mieux en mesure de réaliser son mandat sur le terrain. En outre, le FIDA élabore actuellement une vision pour ses futures interventions, afin d'élargir ses offres. Cette nouvelle vision, qui est au centre des consultations sur la Douzième reconstitution des ressources, inclut l'expansion des types de ressources que le FIDA cherche à mobiliser et la mise au point de nouveaux instruments de financement, l'ASAP+ et le PSFP.

Le groupe de travail a permis aux OP d'en apprendre davantage sur ces nouveaux instruments. Prenant appui en particulier sur l'expérience de l'ASAP, l'ASAP+ fournira un financement de l'action climatique en se focalisant davantage sur l'atténuation et en mettant un accent accru sur la liaison entre le climat et la nutrition, le genre, la jeunesse et l'inclusion sociale. Outre les gouvernements, les organisations de la société civile, telles que les ONG, les OP et d'autres entités des Nations Unies, pourraient avoir accès à ce financement. Le PSFP sera un mécanisme accessible aux coopératives et aux PME, et privilégiera la création d'emplois pour les jeunes et les femmes. Le PSFP pourrait aussi mettre en place une assistance technique adaptée pour appuyer les solutions innovantes et porteuses d'impact ciblant les petits producteurs et leurs organisations; cette assistance pourrait concerner la conception de plans d'entreprise, la mise en œuvre de techniques adéquates de comptabilité et de gestion, une meilleure diversification des produits ou un renforcement des avantages tirés de la participation au marché et leur résilience face aux changements climatiques.

De manière générale, les OP ont conjointement exprimé un vif intérêt pour ces deux nouveaux instruments et souligné la nécessité de faciliter l'accès au financement pour les différentes composantes du FAFO. Elles ont reconnu en particulier le manque de participation des peuples de pêcheurs et de leurs organisations à la plupart des instruments de financement existants promus par le FIDA et sont convenues de la nécessité de combler cette lacune grâce aux nouveaux instruments proposés pour FIDA12. Les OP ont demandé à être associées au processus de conception des deux instruments.

À propos de l'ASAP+, les délégués des OP ont déclaré que les financements devraient appuyer en particulier des pratiques dans les domaines de la mécanisation durable, de l'énergie renouvelable, des technologies permettant de réduire les besoins en main-d'œuvre, et de l'équipement adaptable. Par ailleurs, et outre les OP professionnelles, l'ASAP+ devrait aussi toucher d'autres groupes à assise communautaire. À propos du PSFP, les OP ont invité le FIDA à faire en sorte que les fonds ciblent en premier lieu les producteurs familiaux, les petits producteurs et les coopératives, tout en reconnaissant que les PME du secteur de l'entrepreneuriat agricole doivent aussi être ciblées.

Les OP ont également demandé au FIDA d'étudier les moyens de mettre en place une structure de direction inclusive pour l'ASAP+ et le PSFP et d'assurer la participation des représentants des OP à leur conception, à leur processus de pilotage et à leur gestion. Elles ont aussi proposé de s'associer aux efforts du FIDA pour la mobilisation de fonds.

Encadré 4. Principales recommandations du groupe de travail

Recommandations d'ordre général

- Le FIDA devrait chercher les moyens de mettre en place une structure de direction inclusive comprenant des représentants des OP régionales participant à la conception, au processus de pilotage et à la gestion des nouveaux instruments.
- Les OP devraient identifier les compétences techniques à tous les niveaux pour la formulation, la mise au point et la gestion des deux instruments.
- Les OP devraient collaborer avec le FIDA à l'élaboration de mécanismes d'affectation de l'accès aux deux fonds par les OP et par les organisations à assise communautaire.
- Les OP devraient s'associer au FIDA pour la mobilisation de ressources pour les deux fonds.

Concernant l'ASAP+:

- L'ASAP+ devrait s'appuyer sur un inventaire des bonnes pratiques dans différentes zones agroécologiques pour identifier les possibilités de reproduction à plus grande échelle.
- L'ASAP+ devrait appuyer des pratiques dans les domaines de la mécanisation durable, de l'énergie renouvelable, des technologies permettant de réduire les besoins en main-d'œuvre, et de l'équipement adaptable.
- L'ASAP+ devrait aussi faire participer les communautés (associations de gestion des parcours, associations de gestion des bassins versants, associations agroforestières et autres groupes à assise communautaire).

Concernant le PSFP:

- Les fonds devraient cibler en priorité les producteurs familiaux et les coopératives ainsi que les PME du secteur de l'entrepreneuriat agricole.
- Le fonds devrait parvenir à des propositions commerciales viables.
- L'assistance technique doit être fournie en amont (pour la création de propositions commerciales viables) et en aval (pour la mise en place des entreprises).

LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE ET LE SOMMET 2021 SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Quel appui du FIDA à la participation des OP à ces enceintes de concertation sur les politiques?

L'agriculture familiale est aujourd'hui la forme prédominante de production agricole dans le monde, et en particulier dans les pays en développement. Elle offre la possibilité de garantir la sécurité alimentaire, d'améliorer les moyens d'existence et la nutrition, de mieux gérer les ressources, de protéger la biodiversité et de parvenir au développement durable. De manière générale, les producteurs familiaux et leurs organisations ont un rôle clé à jouer dans la mise au point d'approches innovantes pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition.

La réunion mondiale 2020 du FAFO est organisée dans un contexte stratégique, coïncidant avec deux moments importants de la concertation sur les politiques liés à la reconnaissance des producteurs familiaux comme agents d'exécution des ODD: la DNUAF et le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (FSS) en 2021. Le groupe de travail a donné l'occasion aux participants d'examiner les moyens de renforcer le partenariat FIDA-OP en vue d'une meilleure participation des OP à ces deux moments importants de la concertation sur les politiques pour la concrétisation des résultats et des impacts des ODD.

En particulier, M. Auxtin Ortiz (Directeur du WRF) a communiqué quelques informations générales et des données actualisées sur le processus et la mise en œuvre de la DNUAF. Il a souligné que la Décennie place l'agriculture familiale au cœur des principaux objectifs sociaux, environnementaux et économiques du Programme 2030, et que son approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies a été l'aboutissement d'un long processus, inclusif et participatif, dirigé par les OP. Il a rappelé que le Plan d'action mondial de la DNUAF a été conçu pour accélérer les mesures d'appui en faveur de l'agriculture familiale. Par ailleurs, un comité de pilotage international – composé de représentants des États membres et des OP, et appuyé par le secrétariat conjoint FAO-FIDA – a été mis en place pour superviser la mise en œuvre de la DNUAF. En outre, des Comités nationaux de l'agriculture familiale (CNAF) ont été créés dans 43 pays.

Les OP ont fait part des progrès accomplis aux niveaux régional et national dans la mise en œuvre de la Décennie et formulé diverses propositions pour en assurer le succès. L'AFA, par exemple, a indiqué que, dans sa région, l'ANASE s'est engagée à appuyer la DNUAF, tandis que dans le Pacifique elle collabore avec la ASACR pour organiser une réunion de consultation régionale pour l'élaboration d'un plan d'action régional. Au niveau national, cinq CNAF multi-acteurs ont été mis en place. En Afrique centrale, la Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC) a organisé une réunion régionale à laquelle ont participé des partenaires stratégiques, parmi lesquels la FAO et le FIDA. Le résultat a pris la forme de l'élaboration d'un projet de plan d'action qui doit encore être validé.

Les participants ont reconnu qu'outre les niveaux mondial et régional, des efforts sont particulièrement nécessaires pour mettre en œuvre la Décennie au niveau national, avec l'élaboration de plans d'action nationaux. Dans ce contexte, les délégués des OP ont signalé quelques-uns des problèmes qui se posent. Il s'agit notamment des difficultés de la concertation avec les gouvernements, de l'absence de reconnaissance, par les gouvernements, des CNAF, ainsi que du manque de financement (FIFATA¹⁶, LVC, WRF). Ils ont demandé au FIDA de mobiliser ses bureaux nationaux et régionaux pour qu'ils prennent contact avec les comités existants et facilitent la concertation avec les gouvernements afin de concrétiser le résultat attendu du GAP – l'élaboration de cent plans d'action nationaux. Les OP ont également demandé au FIDA de poursuivre son appui au renforcement de leurs capacités, et également de mobiliser des fonds pour aider les organisations à créer et développer des CNAF et à collaborer avec

les gouvernements (AFA, LVC). Enfin, les délégués des OP ont souligné le manque d'un mécanisme de suivi-évaluation qui permettrait de mesurer les progrès en matière de mise en œuvre de la Décennie (FIFATA) et déclaré qu'il faut faire davantage pour améliorer la communication à propos de la DNUAF, en particulier par le biais de l'organisation de manifestations de lancement et de promotion (FIFATA, ROPPA).

À propos du Sommet sur les systèmes alimentaires, la plupart des délégués des OP ont exprimé des préoccupations dues à l'absence d'informations et de clarté autour de cette manifestation et au défaut, à ce jour, d'une participation significative des OP au processus de sa préparation. Les participants ont fortement insisté sur le risque de voir le Sommet faire progresser les intérêts du secteur agro-industriel plutôt que ceux des petits exploitants qui nourrissent le monde et protègent la planète.

Sur la question de la volonté de participer au Sommet, les OP ont exprimé des positions divergentes. Alors que quelques organisations reconnaissent la nécessité, pour les OP, de participer au processus afin de pouvoir l'influencer, d'autres ont souligné que la participation devrait être significative, efficace et auto organisée et prendre appui sur les espaces existants dédiés aux petits producteurs, comme le Mécanisme de la société civile du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ou du FAFO lui-même.

Encadré 5. Principales recommandations du groupe de travail

Adressées au FIDA:

- Renforcer l'appui financier direct aux organisations de producteurs familiaux pour la mise en place et le renforcement des CNAF, les organisations prenant la direction ou les commandes et jouant un rôle central dans ces processus.
- Mobiliser les plateformes régionales et les bureaux de pays pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action nationaux et régionaux.

Adressées aux gouvernements:

- Imposer une taxe de 1% sur les industries alimentaires. Les montants collectés au titre de cette taxe devraient être placés sous le contrôle d'un organisme garantissant qu'ils seront utilisés pour la réalisation des objectifs de la Décennie et pour appuyer les organisations de producteurs familiaux.
- Intégrer la Décennie dans les programmes existants du gouvernement (par exemple, plans nationaux et régionaux d'investissement agricole).
- Encourager un processus tripartite (gouvernement, organisations de producteurs familiaux, FIDA) pour le suivi-évaluation de la Décennie.

Recommandations adressées aux OP:

- S'organiser pour être en mesure de négocier avec les gouvernements.
- Utiliser les mécanismes et les outils existants du FIDA (par exemple les COSOP) pour plaider en faveur des politiques prioritaires dans le cadre de la Décennie.

ÉGALITÉ DES SEXES ET RÔLE DIRIGEANT DES FEMMES DANS L'AGRICULTURE

Malgré la grande quantité de travail qu'elles accomplissent dans le secteur de l'agriculture, le rôle des femmes reste largement méconnu. Les préoccupations et les problèmes des agricultrices sont rarement exprimés aux niveaux local, national et mondial. L'une des raisons de ce silence est qu'il n'y a pas assez de femmes membres d'organisations rurales ou exerçant des fonctions dirigeantes qui pourraient représenter les intérêts des femmes rurales. Cette pénurie est aggravée par le fait que les femmes ne peuvent pas faire entendre leur voix dans les processus décisionnels à tous les niveaux.

Veiller à ce que les femmes fassent davantage entendre leur voix n'est pas seulement une question d'égalité des sexes. La participation des femmes et leur rôle dirigeant, spécialement dans les OP, est essentielle pour accroître la production de l'agriculture paysanne, étant donné la contribution massive des femmes dans ce secteur.

Les données factuelles démontrent à l'évidence que, dans les économies où l'égalité des sexes est plus affirmée, en matière de possibilités comme d'avantages, on observe non seulement une croissance économique plus forte mais aussi une meilleure qualité de vie. Il est donc essentiel d'aborder la question des inégalités entre les sexes et d'autonomiser les femmes pour faire face au défi que constitue l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et pour permettre aux populations rurales pauvres de s'extraire de la pauvreté.

Le FIDA est engagé depuis longtemps dans la promotion du rôle dirigeant des femmes rurales, en particulier au sein des OP. Cet engagement avait déjà conduit, lors de la réunion du Forum paysan de 2010, à l'organisation d'une session spéciale sur la "Promotion de la participation des femmes aux instances dirigeantes des organisations paysannes et de producteurs ruraux"¹⁷. Les recommandations issues de la session sont devenues la pierre angulaire d'un certain nombre d'engagements du FIDA et ont contribué à modeler les programmes, dons et initiatives dédiés ultérieurs.

Le groupe de travail a donné aux participants l'occasion d'un examen des mesures prises à la suite des recommandations du FAFO concernant les femmes, et d'un bilan des expériences et des succès de l'appui aux femmes dans les OP.

Mme Béatrice Gerli (Spécialiste du genre, du ciblage et de l'inclusion sociale au FIDA) a déclaré en particulier que la participation des femmes au FAFO a augmenté, passant de 36% en 2010 à 42% en 2020, et que plusieurs programmes et projets de participation des femmes aux instances dirigeantes ont été conçus et exécutés notamment au cours de la période 2010-2015. Par ailleurs, en coopération avec ses partenaires, le FIDA est l'une des principales institutions jouant un rôle d'avant-garde dans l'approche innovante de l'utilisation des méthodologies axées sur les ménages pour modifier le schéma persistant de l'inégalité des sexes, en particulier au sein des familles et des communautés agricoles. Un don à l'appui des droits fonciers des femmes est actuellement en préparation, ainsi que des programmes sur l'autonomisation économique des femmes rurales et sur les approches visant à transformer les relations entre les sexes.

Les délégués des OP ont aussi fait part de bonnes pratiques et d'expériences réussies en matière de promotion du rôle dirigeant des femmes, de renforcement ciblé des capacités techniques mettant l'accent sur la production et l'accès aux marchés, et de promotion des programmes d'épargne. Ils ont toutefois appelé l'attention sur la disproportion flagrante qui existe encore entre les rôles, la voix et les possibilités des femmes dans tous les aspects de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Les principaux défis concernent en particulier les limitations en matière d'appui financier, d'accès à la terre, de ressources, de services, de technologies pour les femmes et les filles rurales, ainsi que la reconnaissance limitée des femmes et de leurs organisations à tous les niveaux. Les préjugés, normes et comportements fondés sur le sexe demeurent également la cause fondamentale des inégalités.

17 <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/39406857>.

Quelques suggestions ont aussi été formulées pour la recherche d'une réponse à ces problèmes. En particulier, les participants ont invité le FIDA à exploiter les bonnes pratiques de toutes les régions quant aux moyens d'accroître la participation des femmes dans les filières. Ils ont aussi demandé au FIDA de concevoir et d'exécuter des programmes spécifiquement axés sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, afin de surmonter les diverses et multiples difficultés auxquelles elles sont confrontées. La nécessité d'appuyer la participation des femmes aux OP à tous les niveaux et de déployer des efforts pour encourager les trajectoires qui les mèneraient vers un rôle dirigeant grâce à des approches globales a également été considérée comme essentielle. S'agissant de la nouvelle structure décentralisée du FIDA, les délégués ont considéré pertinent pour le FIDA le choix d'un coordonnateur spécifique pour les questions de genre au niveau régional afin d'améliorer la concertation et le partenariat avec les organisations féminines.

Encadré 6. Principales recommandations du groupe de travail

Adressées au FIDA:

- Continuer à exploiter les bonnes pratiques de toutes les régions quant aux moyens d'accroître la participation des femmes dans les filières et l'appui des hommes pour pousser vers un monde où les sexes seront égaux.
- Concevoir et exécuter des programmes spécifiquement axés sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, afin de surmonter les diverses et multiples difficultés auxquelles elles sont confrontées.
- Assurer également un appui aux OP féminines dans les États membres du FIDA, même en l'absence d'un portefeuille actif de prêts. Les instruments hors-prêts comme les dons ou les partenariats pourraient être utilisés.
- Continuer d'appuyer la participation des femmes aux OP à tous les niveaux, et suivre de près les progrès réalisés. Veiller à ce que les systèmes de suivi puissent rendre compte de l'inclusion des femmes dans les OP, de leur rôle dirigeant et aussi de la qualité de cette participation et de ce rôle dirigeant.
- Poursuivre les efforts pour encourager les trajectoires vers un rôle dirigeant des femmes grâce à des approches globales incluant l'alphabétisation et les compétences financières, le renforcement des capacités commerciales et agronomiques, le mentorat pour développer l'estime de soi, les formations en matière d'égalité des sexes avec la participation d'hommes et de femmes, et l'utilisation de mécanismes d'exécution appropriés.
- Élaborer des plans à long terme d'appui aux organisations féminines ou aux sections féminines des organisations mixtes, en veillant à ce qu'elles ne soient pas mises sur la touche ou confinées, et en appuyant l'exécution de leurs plans d'action.
- Appliquer à plus grande échelle, dans les opérations du FIDA, les méthodologies susceptibles de transformer les rapports entre les sexes, en les reliant aux stratégies d'appui aux OP. Ces méthodologies ont aidé quelques OP à transformer les préjugés et les rôles fondés sur le sexe, en autonomisant les femmes au sein du ménage, des communautés et des organisations, et en leur permettant d'occuper des fonctions dirigeantes.
- Associer les femmes dirigeantes d'OP à l'exécution, la supervision et le suivi des programmes de développement.
- Appuyer la fourniture de services financiers appropriés et accessibles aux femmes.
- Identifier un coordonnateur chargé des questions de genre au niveau régional, qui sera l'interlocuteur des organisations et des initiatives féminines à l'appui de l'inclusion des femmes et de leur rôle dirigeant dans les OP.
- Veiller à ce que lors du prochain FAFO et dans toutes les activités appuyées par le FIDA, les femmes représentent au moins 50% des participants dans toutes les délégations.

LA JEUNESSE DANS L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

On compte, sur la planète, 1,2 milliard de jeunes de 15 à 24 ans, et la population de jeunes augmente plus rapidement dans les pays les plus pauvres. Partout dans le monde, les gouvernements sont confrontés à la même difficulté: comment offrir à la jeunesse des emplois et des perspectives qui lui garantissent un avenir. En milieu rural, où vivent 600 millions de jeunes, les défis sont particulièrement complexes: accès insuffisant aux connaissances, à l'information et à l'éducation; accès limité à la terre; accès inadéquat aux services financiers; difficultés d'accès à des emplois décents; accès limité aux marchés; et participation restreinte à la concertation sur les politiques. La faiblesse des compétences en matière d'organisation a également été citée parmi les obstacles essentiels à la pleine participation des jeunes à l'agriculture. Peu d'entre eux aspirent à demeurer dans les zones rurales et à vivre de l'activité agricole, principalement parce que l'agriculture présente de moins en moins d'attrait pour les jeunes générations, en raison du très faible degré de mécanisation adopté sur le terrain, et d'une sous-utilisation des innovations et des technologies. Trop souvent, leur seule option est de migrer, vers les zones urbaines ou à l'étranger.

Les OP utilisent aujourd'hui plusieurs stratégies pour focaliser leur attention et leur action sur l'avenir de la jeunesse dans les zones rurales. Elles intègrent les questions relatives à la jeunesse dans leurs stratégies, en structurant les réseaux de jeunes, en investissant des ressources dans les entreprises et activités des jeunes, et en appuyant la participation à l'élaboration des politiques pour plaider en faveur de la jeunesse dans le secteur agricole.

Le FIDA comprend que l'investissement dans la jeunesse rurale est essentiel pour une transformation dynamique du monde rural, et son portefeuille d'investissements se concentre de plus en plus sur les jeunes, considérés comme prioritaires depuis la session spéciale du FAFO sur la jeunesse, en 2012, ainsi que des délibérations ultérieures du FAFO sur le même thème, et en particulier celles du groupe de travail du FAFO 2016 sur la jeunesse.

Les participants au groupe ont pu examiner les mesures prises par le FIDA dans ce domaine. M. Tom Anyonge (Spécialiste technique principal au FIDA) a mentionné en particulier que l'intégration des jeunes est l'un des engagements pris par le FIDA, et que le Fonds a réalisé des progrès remarquables dans ses travaux sur la jeunesse. En effet, un Plan d'action en faveur des jeunes ruraux¹⁸ a été élaboré et approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2018. Ce document présente le programme du FIDA pour la jeunesse au cours de la période 2019-2021 et met l'accent sur l'appui à apporter à la jeunesse rurale pour améliorer ses moyens d'existence en obtenant un accès à des emplois décents. Le Plan prévoit des engagements pour accroître les investissements dans la jeunesse, parallèlement à la capacité interne d'élaborer des projets prenant en compte la dimension jeunesse, et à formaliser un mécanisme de participation pour communiquer avec les jeunes. Le FIDA a également tenu cinq consultations régionales avec des jeunes, parmi lesquels certains avaient été proposés comme représentants par les organisations paysannes elles-mêmes. C'était là la première étape d'un processus visant à formaliser un mécanisme de participation pour communiquer avec les jeunes sur une base régulière.

Selon M. Anyonge, toutes les mesures prises par le FIDA sont conformes aux recommandations formulées par le FAFO, spécialement à propos de l'accroissement des investissements (par exemple, 50% des nouveaux projets doivent prendre en compte la dimension jeunesse) et de l'aide à apporter aux jeunes pour qu'ils fassent davantage entendre leur voix dans la prise de décisions (grâce à une participation régulière aux niveaux national et régional).

Les délégués des OP ont souligné que des progrès ont certes été réalisés mais que des problèmes subsistent, et ont fait part de leurs points de vue, fondés sur leurs expériences et leurs pratiques, quant aux moyens d'attirer les jeunes vers l'agriculture. Ils ont aussi souligné l'importance, pour les jeunes agriculteurs, d'avoir accès aux ressources, qu'elles soient financières ou naturelles (Coordination nationale des organisations paysannes – CNOP Mali, Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale – EAFF, Mviwata¹⁹, PIFON²⁰). L'accès des jeunes à leur

18 <https://www.ifad.org/en/document-detail/asset/41190893>.

19 Mtandao wa Vikundi vya Wakulima (Tanzanie).

20 Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique.

propre terre, en particulier, a été considéré comme un facteur essentiel pour qu'ils restent dans les zones rurales (INOFO). Dans ce contexte, la pertinence d'un plaidoyer pour des politiques qui appuient les jeunes et les encouragent à rester dans les zones rurales, en leur permettant d'avoir accès à la terre, a aussi été mise en lumière (COPROFAM).

Les délégués ont également souligné que l'implantation d'un plus grand nombre d'usines et d'installations de transformation dans les zones rurales et éloignées pourrait contribuer à la création d'emplois pour les jeunes. De nombreux jeunes sont en fait attirés par des emplois industriels dans les villes, et déplacer les installations de transformation agroalimentaire plus près de chez eux pourrait réduire la migration depuis les zones rurales (Coopérative Amagar, EAFF). Dans l'ensemble, les délégués des OP ont reconnu que les activités de post-production intéressent davantage les jeunes, spécialement lorsqu'elles comportent des technologies modernes leur appartenant (EAFE, PIFON). L'agriculture biologique a été également considérée comme un secteur pertinent pouvant attirer les jeunes, en raison de son potentiel quant à l'ajout de valeur (INOFO).

Les délégués des OP ont recensé d'autres domaines clés susceptibles d'appuyer la jeunesse rurale dans la recherche de solutions à leurs défis, et notamment: formation et renforcement des capacités pour promouvoir la participation des jeunes aux fonctions dirigeantes dans les OP, et les aider à se mobiliser et s'organiser en coopératives; création d'espaces et de plateformes permettant des interactions et des échanges entre les jeunes à tous les niveaux.

Enfin, Mme Ariane Genthon (Spécialiste du travail des enfants à la FAO) a présenté un exposé sur le travail des enfants dans l'agriculture et invité les participants à participer à la Conférence internationale de haut niveau sur le travail des enfants dans l'agriculture, qui se tiendra en 2021, dans le cadre de l'Année internationale de l'élimination du travail des enfants, contribuant à la Ve Conférence mondiale sur l'élimination durable du travail des enfants.

Encadré 7. Principales recommandations du groupe de travail

Recommandations visant à attirer les jeunes dans le secteur de l'agriculture:

- Améliorer le rôle et l'indépendance des jeunes au sein de leur famille, en reconnaissant leur contribution significative et en les aidant à avoir accès au crédit et au revenu familial.
- Image: nécessité de restaurer la confiance des jeunes et une bonne image du secteur.
- Améliorer les conditions d'autonomisation des jeunes sur les exploitations familiales (accès à la terre, accès au revenu, etc.).
- Promouvoir l'innovation, aussi bien en matière de technologie qu'au niveau institutionnel dans les OP pour répondre aux besoins des jeunes. Les technologies telles que les technologies de l'information et des communications (utilisation d'applications, etc.) et la mécanisation et la prestation de services devraient être encouragées.
- Améliorer l'accès à la finance grâce à des mécanismes innovants.
- Investir davantage dans l'infrastructure de post-production et agricole et dans les services fournis dans les zones rurales (transformation des produits, etc.): les OP et le FIDA pourraient coopérer sur ce point.
- Intervenir sur l'environnement rural en général, en investissant davantage dans les zones rurales pour faire rester les jeunes (énergie, éducation/formation, etc.).

Recommandations visant à rendre les OP plus attractives pour les jeunes:

- Mettre en place dans les OP des mécanismes garantissant la succession de dirigeants, et faire place à la nouvelle génération (participation de jeunes à des forums).
- Proposer des innovations institutionnelles pour que les OP soient plus dynamiques et attractives pour les jeunes.
- Changer l'image de ce que constitue un jeune agriculteur moderne.
- Promouvoir des plateformes pour la jeunesse aux niveaux national, local, et des villages pour recueillir les voix des jeunes et leurs problèmes à tous les niveaux.
- Mettre au point des programmes de leadership/mentorat à l'intention des jeunes (entre jeunes ou entre générations).
- Encourager la communication entre jeunes de différentes OP internationales (création de réseaux).

Session spéciale du Forum paysan: vers le sommet de 2021 sur les systèmes alimentaires

Paysans et systèmes alimentaires, quel avenir pour l'agriculture paysanne? Le 10 février, le FAO a accueilli M. Jim Woodhill (Chercheur honoraire associé à l'Université d'Oxford) pour une présentation et un débat à propos du rapport "Paysans et systèmes alimentaires, quel avenir pour l'agriculture paysanne?"²¹ dirigé par l'Institut du changement environnemental de l'Université d'Oxford, comme contribution à une discussion, une analyse et une réflexion plus approfondies durant le Forum paysan.

L'objectif d'ensemble du rapport est de fournir un ensemble de cadres conceptuels pour décomposer les problèmes de l'agriculture paysanne et de fournir un point de référence pour le débat. Le document aborde deux questions principales sur l'importance de l'agriculture paysanne pour nourrir le monde et lutter contre la pauvreté et les inégalités rurales en s'appuyant sur des données récentes. Il met en évidence les liens entre les changements dans les systèmes alimentaires et les défis de la transformation de l'agriculture paysanne. La dynamique entre l'évolution des marchés alimentaires, les tendances émergentes des investissements, et les changements dans la manière dont les petits exploitants obtiennent leurs moyens d'existence y est explorée pour proposer des idées concernant un programme de transformation.

L'analyse souligne qu'il existe plus de 558 millions d'exploitations de 20 hectares ou moins qui jouent un rôle capital dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale à long terme, dans la lutte contre la pauvreté rurale et la faim, et dans la réalisation des ODD. Néanmoins, 410 millions de ces exploitations, soit 72%, ont une superficie de moins d'un hectare. Dans leur grande majorité, les plus petites exploitations n'ont pas une vocation commerciale et n'apportent qu'une contribution mineure à l'alimentation des populations urbaines. Cette situation crée, dans l'agriculture paysanne, une dualité entre un petit nombre de producteurs commerciaux vivant au-dessus du seuil de pauvreté et un grand nombre de paysans pratiquant une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance, et pour la plupart très pauvres. Cette dualité a d'importantes conséquences sur les plans des politiques et du développement.

Les messages clés à retenir de l'étude sont que transformer l'agriculture paysanne pour qu'elle devienne plus commerciale et pour lutter contre la pauvreté et la faim exige une compréhension ventilée et beaucoup plus nuancée de la diversité des petites exploitations et de leurs contextes d'exploitation, un ensemble de politiques plus multiformes, intégrées et ciblées dans l'ensemble du secteur, et l'élaboration de stratégies nationales de transformation de l'agriculture paysanne fondées sur une prévision des systèmes alimentaires et une analyse de scénarios.

Le Sommet 2021 sur les systèmes alimentaires. Les participants à la réunion mondiale ont aussi eu l'occasion d'un échange avec Mme Agnes Kalibata, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, sur la feuille de route vers le FSS 2021, pour s'informer de l'objet, de la vision et du processus du Sommet. C'est en 2021, en effet, que sera organisé un Sommet sur les systèmes alimentaires pour optimiser les avantages d'une approche des systèmes alimentaires dans l'ensemble du Programme 2030, et l'Envoyée spéciale fournira des directives et des orientations stratégiques dans la perspective du Sommet.

Mme Kalibata a rappelé aux participants qu'il est urgent d'agir plus rapidement, puisque dix ans seulement nous séparent de la date prévue pour la réalisation des ODD. Dans ce contexte, le FSS de 2021 offrira la possibilité de bâtir un consensus sur les mesures clés à prendre pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires, essentielle pour la réalisation des ODD. Elle a par ailleurs reconnu l'importance de l'agriculture et le rôle des paysans dans l'alimentation du monde et souligné qu'ils doivent faire entendre leur voix au Sommet. Elle a aussi souligné



Participants au FAO assistant à la session spéciale sur les systèmes alimentaires.

©FIDA/Flavio Ianniello

21 <https://www.eci.ox.ac.uk/research/food/downloads/Farming-food-WEB.pdf>.

qu'il sera essentiel que toutes les voix soient également entendues, et affirmé sa volonté de faire en sorte que le Sommet soit inclusif, axé et centré sur les personnes. À propos de la préparation de la manifestation, elle a rappelé que l'approche consistera à faire fond sur les initiatives et les concertations existantes à tous les niveaux. D'ici la fin du premier trimestre 2020, une feuille de route devrait être prête et un processus de consultation devrait démarrer, étapes préliminaires essentielles pour l'organisation du Sommet.

Les dirigeants des OP ont exprimé leurs préoccupations à propos de l'inclusion des OP dans le processus de préparation du Sommet. Les petits producteurs vivriers, les peuples autochtones, les pêcheurs et les pasteurs, ont-ils déclaré, sont responsables de 80% de la production alimentaire mondiale et représentent, dans de nombreux pays, la moitié de la population. C'est pourquoi ils devraient constituer la majorité des participants au Sommet.

En outre, il conviendrait de porter une attention particulière au choix du lieu où se tiendra le Sommet, afin de garantir la participation d'OP de toutes les régions du monde.

Concernant la qualité de la participation, ils ont fortement insisté sur un point: les organisations de la société civile telles que les OP doivent faire partie de ce processus, compte tenu de leurs expériences, propositions et solutions, comme c'est le cas dans le Mécanisme de la société civile du CSA, ainsi que dans le cadre du FAFO. Ils ont rappelé que, au titre de ces processus, les OP avaient accompli un important travail qui s'était traduit par l'élaboration des VGGT, des recommandations politiques sur l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés²² et de l'UNDROP, et déclaré que le Sommet devrait faire fond sur ces éléments.

De manière générale, les délégués des OP ont mis l'accent sur le fait que certaines voix devraient peser davantage que d'autres, et que le Sommet devrait accorder la priorité à la voix des petits producteurs vivriers, qui constituent à la fois la catégorie la plus touchée par les négativités des systèmes alimentaires actuels et la solution aux défis des systèmes alimentaires. Enfin, Mme Elizabeth Mpofu (LVC) a invité les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, l'Envoyée spéciale et les États membres du FIDA à faire en sorte que les OP soient pleinement associées à toutes les étapes de l'organisation du Sommet, car cela sera une condition préalable à leur approbation et à leur participation.



© FIDA/Flavio Ianniello

Mme Agnes Kalibata, Envoyée spéciale des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, durant la Session spéciale du FAO sur les systèmes alimentaires.

22 <http://www.csm4cfs.org/fr/connecting-smallholders-markets-analytical-guide/>.

Déclaration finale du Forum paysan et débat avec la direction et les Gouverneurs du FIDA

La Synthèse des délibérations de la réunion mondiale 2020 du Forum paysan a été adoptée (voir Encadré 8) sur la base des discussions et des contributions qui ont eu pour cadre les débats et les groupes de travail. Le 10 février 2020, Mme Ujjaini Halim (WFF) et M. Mussa Fomba (ROPPA) ont donné lecture de la Synthèse des délibérations, en présence des délégués des OP, des hauts responsables du FIDA, et de représentants du Conseil d'administration et du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Répondant aux conclusions du Forum, M. Paul Winters (FIDA) a déclaré que le FIDA est de manière générale d'accord avec la Synthèse des délibérations. Il a pris acte du fait que les OP sont disposées à participer aux activités de planification du FIDA telles que les COSOP, la planification des plateformes et la conception de nouveaux instruments, et de la demande de participation, en qualité d'observateurs, aux réunions du Conseil d'administration du FIDA. Il a également mentionné, à propos des questions thématiques abordées par le FAFO, qu'il existe un alignement étroit entre les suggestions formulées et les positions du FIDA. D'importantes idées ont été émises, en particulier à propos des changements climatiques, et elles peuvent constituer une source d'inspiration pour le FIDA, notamment dans le cadre du nouvel ASAP+. Il a également souligné la pertinence de la DNUAF et l'importance de garantir une participation significative des OP au FSS.

M. Winters a exprimé son appréciation pour l'appui reçu à propos de l'ASAP+ et du PSFP, et pour la demande de les rendre directement accessibles aux groupes concernés par le FIDA. Il a aussi confirmé que la demande des OP, concernant leur souhait d'être représentées dans les mécanismes de direction des nouveaux instruments, sera examinée. Enfin, il a fortement apprécié l'appui exprimé à FIDA12 et exprimé le souhait que le FIDA continue à être considéré comme un partenaire avec lequel collaborer pour réaliser les objectifs de la Synthèse des délibérations.

Après la réponse officielle du FIDA, le débat a été ouvert aux représentants du Conseil d'administration et du Conseil des gouverneurs.

M. Stephen Potter, représentant du Canada, a félicité les participants au FAFO pour la richesse de leurs débats, et a accueilli avec satisfaction leurs déclarations très détaillées et leurs recommandations concrètes. En tant que bailleur de fonds du FIDA, le Canada, a-t-il souligné, estime important de savoir que les actions du FIDA sur le terrain sont appréciées et appuyées par les membres des OP, qui représentent le groupe cible du FIDA. Il a par ailleurs salué l'accent mis par le Forum sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, ainsi que sur les changements climatiques, déclarant en outre "nous veillerons à ce que ces messages soient entendus par les membres du Conseil des gouverneurs".

Le représentant de la France, faisant écho à l'intervention précédente, s'est félicité de la focalisation du FAFO sur l'appui aux femmes et aux jeunes. En particulier, selon l'orateur, il est essentiel de faire en sorte que l'agriculture soit attractive pour la jeunesse.

Dans son intervention, le représentant des Pays-Bas a mis l'accent sur les systèmes alimentaires durables et sur la nécessité de mettre en place un mécanisme pour la mise en œuvre intégrale et le suivi des recommandations du FAFO et pour que les représentants des gouvernements en assument la responsabilité.

M. Dominik Ziller, Gouverneur pour l'Allemagne, a souligné qu'une enceinte telle que le FAFO est importante comme bon exemple montrant comment le FIDA est à l'écoute du groupe qui est son exacte cible. Il a estimé cet aspect particulièrement pertinent pour une organisation en cours de transformation telle que le FIDA.

Le 11 février, Mme Ujjaini Halim (WFF) a présenté la Synthèse des délibérations à la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, tenue au siège de la FAO.

Encadré 8. Synthèse des délibérations du Forum paysan 2020

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs du Fonds international de développement agricole, Nous, les délégués des organisations d'agriculteurs, de pêcheurs et de pasteurs à la septième réunion mondiale du Forum paysan au FIDA, souhaitons porter à votre attention la déclaration suivante.

La réunion 2020 du Forum s'est tenue durant la deuxième année de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, qui représente une occasion unique de mettre en œuvre des politiques favorables aux petits producteurs vivriers et de contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus particulièrement aux ODD 1, 2, 5, 12, 13, 14, 15, 16 et 17.

L'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, en décembre 2018, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales constitue une contribution opportune et significative à la Décennie et au Programme 2030, en cela qu'elle fournit à nos actions un cadre fondé sur des droits.

Le contexte mondial du développement d'une production alimentaire durable par des centaines de millions de petits producteurs familiaux, agriculteurs, pêcheurs et pasteurs à travers le monde exige, à l'échelle mondiale, une action urgente et massive. Les effets des changements climatiques sur la dégradation des terres, des eaux, des forêts et de tous nos écosystèmes affectent profondément la résilience des communautés rurales et de leurs moyens d'existence, compromettant les systèmes alimentaires desquels ils dépendent.

Nous invitons instamment le FIDA et les Gouvernements de ses États membres à renforcer leur appui aux initiatives des petits producteurs vivriers fondées sur des systèmes et des pratiques durables de production alimentaire, qu'ils soient agroécologiques, biologiques ou autres, sur les terres, les eaux et les forêts. Nous lançons également un appel pour que soit encouragée l'utilisation des ressources génétiques traditionnelles (semences et bétail).

Sur le partenariat avec le FIDA et le processus du Forum paysan

Nous, les délégués à la réunion mondiale du Forum paysan, réitérons notre demande de bénéficier d'un statut d'observateurs au Conseil d'administration du FIDA et notre engagement à utiliser ce statut pour contribuer à la réalisation du mandat du Fonds, dans l'intérêt de ceux que nous représentons. Nous sommes prêts à poursuivre la concertation avec le FIDA et ses États membres à cet égard.

Nous, les organisations de petits producteurs vivriers (OP), apprécions également le processus de décentralisation du Forum paysan, parallèlement à la décentralisation du FIDA lui-même, qui devrait promouvoir encore davantage l'inclusion d'une gamme élargie d'organisations régionales, nationales et locales représentatives des petits producteurs vivriers.

Nous reconnaissons qu'il existe divers stades de collaboration aux niveaux régional et national et nous invitons instamment à:

- Promouvoir, partout où cela sera possible, la participation des représentants des OP à la réunion annuelle de planification des plateformes sous-régionales du FIDA.
- Œuvrer en vue de la conclusion d'accords formels de coopération avec les OP nationales, avec la signature de Mémoires d'accord/Déclarations d'engagement entre le FIDA (y compris les directeurs de pays du FIDA) et les OP nationales qui contribuent à la réalisation du programme du Forum paysan.
- Veiller à ce que tous les processus de formulation des COSOP associent pleinement, dans chaque pays, toutes les organisations représentatives des petits producteurs vivriers.
- Veiller à ce que les programmes financés par le FIDA aux niveaux national et régional associent les OP aux processus de conception, d'exécution, d'examen à mi-parcours, de suivi et d'évaluation.
- Veiller à ce que la conception et les accords de prêt concernant les projets de développement agricole financés par le FIDA et exécutés par nos gouvernements prévoient clairement le transfert effectif de l'équipement et des infrastructures allouées aux organisations locales de producteurs vivriers avant l'achèvement du projet, afin d'en assurer la durabilité.

- Organiser la structure régionale du Forum paysan dans la région NEN conformément à la structure décentralisée du FIDA, avec donc une réunion au Caire pour l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, et une réunion à Istanbul pour l'Asie centrale.
- Renforcer le suivi effectif des processus du Forum paysan, à tous les niveaux, par les mécanismes respectifs de pilotage du Forum, et envisager la possibilité d'un bilan au niveau mondial en 2022.
- Veiller à ce que les représentants des peuples de pêcheurs et de pasteurs aient leur place dans la gouvernance du Forum paysan et dans ses comités décisionnels à tous les niveaux, y compris l'accès aux instruments de financement, existants et nouveaux.
- Accroître la visibilité des initiatives de développement rural financées par le FIDA et veiller à ce que, dans chacune des sous-régions, le personnel décentralisé du FIDA soit intégré aux instances formelles pertinentes de concertation en cours sur les politiques publiques.
- L'intégration active, par le FIDA, des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale, des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, dans les mesures de sauvegarde et procédures internes.
- Veiller à la participation des directeurs de pays du FIDA aux espaces formels de concertation sur les politiques publiques (comme la Commission de l'agriculture familiale – REAF – dans la région du MERCOSUR et l'ECOWAP en Afrique de l'Ouest) et promouvoir la participation des OP à au moins l'un des processus prioritaires d'élaboration des politiques identifiés dans le COSOP.

Sur les questions thématiques

Suite aux débats enrichissants qui ont eu pour cadre les groupes de travail thématiques, nous invitons le FIDA à appuyer la mise en œuvre des recommandations suivantes:

Jeunesse rurale

- Davantage d'investissements dans les activités hors exploitation et après récolte afin de créer des possibilités intéressantes pour les jeunes ruraux.
- Davantage d'investissements dans les services et l'infrastructure (énergie, mécanisation durable, éducation, formation, etc.) pour retenir et attirer les jeunes dans les zones rurales.
- Davantage de programmes de formation et de leadership/mentorat à l'intention des jeunes de manière à assurer le transfert intergénérationnel de la direction sur les exploitations et dans les organisations de petits producteurs vivriers.

Genre et rôle dirigeant des femmes dans les OP

Nous notons avec satisfaction que cette année, les femmes déléguées représentent 40% des participants au Forum paysan, et nous plaidons pour que le FIDA et les OP s'engagent conjointement à faire en sorte que les femmes représentent au moins 50% des participants à toutes les prochaines réunions régionales et mondiales du Forum.

- Concevoir et exécuter des programmes favorisant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la production vivrière à petite échelle et les moyens d'existence ruraux.
- Élaborer des plans d'appui à long terme aux organisations féminines ou aux sections féminines des organisations des petits producteurs vivriers.
- Intensifier la participation des femmes dirigeantes d'OP à l'exécution, la supervision et le suivi des programmes financés par le FIDA.

Changements climatiques

- Investir massivement dans la régénération des terres et l'agroforesterie/la végétation pour le piégeage du carbone par les petits producteurs vivriers et les communautés rurales.
- Investir dans le renforcement des moyens d'existence des petits producteurs vivriers déplacés par les changements climatiques.

- Reconnaître l'agroécologie, la production biologique et les autres modèles durables de production alimentaire résilients face au climat comme des approches clés à la fois pour l'adaptation aux changements climatiques et pour l'atténuation de leurs effets.
- Coopérer avec les gouvernements et les organisations de petits producteurs vivriers pour ce qui concerne les politiques publiques et les mécanismes connexes d'incitation en vue de promouvoir l'agroécologie et d'autres modèles durables garantissant des quantités suffisantes pour tous d'aliments sains et nutritifs, y compris pour les populations défavorisées.
- Appuyer la diffusion des bonnes pratiques et technologies promues par les organisations de petits producteurs vivriers et mises au point conjointement avec la communauté de la recherche agricole.
- Reconnaître le rôle des producteurs en tant que solutions aux changements climatiques et appuyer les actions dirigées par les producteurs qui contribuent à la lutte mondiale contre les changements climatiques.
- Faciliter et appuyer les échanges d'agriculteur à agriculteur pour promouvoir le renforcement des capacités des agriculteurs grâce au partage des savoirs concernant les meilleures pratiques d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets susceptibles d'être reproduites ailleurs.

Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale

- Encourager les processus multi-acteurs pour l'exécution, le suivi et l'évaluation de la Décennie pour l'agriculture familiale à tous les niveaux.
- Fournir un appui financier et technique aux organisations de petits producteurs vivriers pour qu'elles jouent un rôle directeur dans la mise en place et le pilotage des Comités nationaux pour l'agriculture familiale.
- Collaborer avec les gouvernements pour s'assurer que les politiques nationales et régionales en matière d'agriculture et de développement rural sont cohérentes avec les orientations et les principes découlant de la Décennie pour l'agriculture familiale.

Sommet mondial sur les systèmes alimentaires

S'agissant du Sommet mondial sur les systèmes alimentaires, qui se tiendra en 2021, nous, les délégués au Forum paysan, mettons pour condition à notre participation l'obtention d'informations suffisantes sur le Sommet pour nous permettre d'évaluer collectivement, avec les membres de nos organisations, les avantages et les inconvénients de notre participation.

Nous demandons au FIDA d'appuyer une participation efficace et organisée de manière autonome de la société civile au Sommet mondial sur les systèmes alimentaires, en faisant fond sur les espaces existants où s'expriment les petits producteurs vivriers comme le Mécanisme de la société civile au sein du CSA et le processus du Forum paysan au FIDA.

Si les approches ci-dessus sont prises en considération, nous demandons qu'un appui soit fourni aux OP en vue de l'organisation d'un pré-Sommet des petits producteurs vivriers pour regrouper nos voix.

Nouveaux instruments pour FIDA12

Nous, les délégués au Forum paysan, exprimons notre vif intérêt pour l'ASAP+ et le PSFP en tant que nouveaux instruments soumis à la Consultation sur FIDA12. Ces instruments financiers devraient être directement accessibles à nos membres, qui sont prêts à reproduire à plus grande échelle les bonnes pratiques en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, ainsi que les plans d'entreprise concernant les investissements dans les filières impulsés par nos coopératives et agriculteurs. En outre, nous:

- Demandons au FIDA de concevoir ces deux instruments conjointement avec nous.
- Proposons de collaborer avec le FIDA en vue de la conception, de la mise en œuvre et du suivi de mécanismes destinés à l'affectation de ressources en particulier aux organisations communautaires de base, aux OP et aux coopératives, et de garantir une inclusion effective des membres des secteurs de la pêche et de l'élevage.

- Demandons que des représentants des OP participent à la structure de gouvernance des deux instruments.

Déclaration conclusive

Nous sommes, depuis 14 ans, les partenaires du FIDA et nous considérons le Forum paysan comme un espace unique de concertation et de partenariat avec une institution financière internationale consacrée au développement de nos membres. Nous sommes persuadés que le FIDA collaborera avec nous en vue de la mise en œuvre des recommandations issues de cette réunion mondiale du Forum paysan.

Nous savons que le FIDA et ses États membres entament la Consultation sur la Douzième reconstitution de ses ressources et nous sommes désireux de nous associer au Fonds dans la mobilisation et dans les efforts à déployer pour le succès de la reconstitution des ressources du FIDA. Nous affirmons particulièrement notre appui au FIDA pour la promotion d'un financement sur une large base des deux nouveaux instruments proposés au processus de consultation pour FIDA12.

L'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA), membre du Comité de pilotage du Forum paysan, donne son aval à la déclaration finale de la réunion mondiale 2020 du Forum paysan, avec les exceptions suivantes:

- 1) Les mandats mondiaux de l'OMA l'engagent à toutes les solutions au défi des changements climatiques, y compris l'agriculture intelligente face aux changements climatiques, au-delà de la portée de cette déclaration.
- 2) L'OMA appuie le Sommet mondial sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en 2021, et est résolue à participer à la conception, la préparation et la mise en œuvre du processus, afin d'assurer la possibilité que soit entendue la voix des producteurs familiaux grâce à leur participation dans le cadre de plateformes plus inclusives que le CSA, comme les mécanismes multi-acteurs des principaux groupes des Nations Unies et de tous les autres mécanismes de représentation des Nations Unies.

Clôture du Forum paysan

Dans leurs observations finales, les membres du Comité de pilotage ont remercié la direction et les Gouverneurs du FIDA pour leur réaction positive à la Synthèse des délibérations. Ils ont salué le FIDA pour son engagement à l'appui des petits exploitants, et souligné que le FAFO est un processus tout à fait unique et inclusif de concertation et un espace spécial pour débattre des domaines du partenariat et de la coopération. La décentralisation du FIDA a été une fois encore citée comme progrès d'une très grande importance pour le renforcement de la concertation et du partenariat sur le terrain. Les membres du Comité de pilotage ont en outre souligné l'amitié et la solidarité qui guident le processus et exprimé leur souhait de voir le FAFO conserver toute sa force à l'avenir.

La réunion mondiale 2020 du FAFO a été clôturée par M. Mamadou Cissokho (ROPPA), qui a saisi cette occasion pour adresser des remerciements particuliers à M. Jean Philippe Audinet pour le rôle exemplaire qu'il a joué en collaborant avec les OP dans le cadre du FAFO au cours des 14 dernières années. Sa patience, sa capacité d'écoute et son respect ont permis à toutes les différentes voix de trouver leur place au sein du FAFO. Selon M. Cissokho, avec ces trois caractéristiques, "de grandes idées peuvent apporter les résultats escomptés".

Il a enfin souligné que la reconstitution des ressources du FIDA correspond à un nouveau départ, et qu'il sera important que les gouvernements appuient le FIDA par le biais d'un financement permettant à l'institution et aux petits exploitants agricoles d'atteindre leurs objectifs communs.



M. Jean-Philippe Audinet,
Conseiller technique
principal mondial sur les
Institutions rurales et
représentant du FIDA au
Comité de pilotage du
Forum paysan.

Manifestations parallèles

Programmes de dons régionaux à l'appui des OP. Enseignements tirés de dix années d'expérience du PAOPA et du MTCP2, et du démarrage du FO4ACP, et de l'APFP-FOALA

Manifestation parallèle organisée par le consortium AFA-LVC, AgriCord, COPROFAM, FAO, PAFO et ses membres, PIFON

En 2019, deux importants dons directs à des programmes régionaux des OP sont parvenus au terme de dix années d'expérience positive à l'appui du renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et de plaidoyer de réseaux régionaux et nationaux d'OP, ainsi qu'à l'appui de la fourniture de services économiques à des OP infranationales dans deux de ces réseaux, le PAOPA en Afrique et le MTCP en Asie.

La manifestation parallèle a permis aux participants de mettre en évidence les principales réalisations et les impacts essentiels des dons régionaux, confirmant leur pertinence stratégique pour l'appui aux OP. Les participants ont souligné l'impact des programmes à plusieurs égards: appui à la professionnalisation des OP, amélioration de leurs capacités de participer à la concertation sur les politiques et de renforcer la capacité de fournir efficacement des services économiques à leurs membres, et de se lancer dans des activités à orientation commerciale avec les filières pertinentes. Le MTCP2, par exemple, a permis aux OP de promouvoir plus de 80 politiques et de lever plus de 13 millions d'USD grâce au développement de partenariats avec des institutions publiques et privées. Grâce à leurs capacités renforcées, 107 OP ont été en mesure de participer à l'exécution de programmes de pays du FIDA. En Afrique, le PAOPA a permis à des OP d'accroître le nombre de leurs membres, avec l'adhésion de plus de 500 000 nouveaux membres individuels, d'élaborer plus de 111 plans stratégiques, de former plus de 7 800 personnes et d'accroître de 70% la participation des femmes aux organes directeurs. Au niveau des exploitations, le programme a permis une amélioration de la productivité et une augmentation des revenus, dans une fourchette de 16 à 47%.

La manifestation parallèle a également offert une occasion d'échanges de meilleures pratiques et d'innovations des diverses régions et de tirer des enseignements clés afin d'améliorer encore l'efficacité et la pertinence futures des dons appuyés par le FIDA et de renforcer les partenariats entre les OP et le FIDA. En outre, la manifestation a permis un partage des principales priorités des nouveaux programmes – FO4ACP et APFP-FOALA – cofinancés par l'UE-ACP et le FIDA.

Les jeunes dans l'agriculture, un point de vue biologique

Manifestation parallèle organisée par INOFO

Reconnaissant que s'ils souhaitent rester à la campagne, les jeunes ruraux sont confrontés à de nombreux défis, la manifestation parallèle a fourni un espace dans lequel débattre de l'agriculture biologique comme solution de remplacement pour que les jeunes ne quittent pas le secteur de l'agriculture.

Les participants ont pu faire part de leurs expériences, leurs bonnes pratiques et leurs solutions aux défis rencontrés par les jeunes ruraux. En particulier, M. Thales Bevilacqua Mendonça (INOFO) a partagé son expérience en tant que jeune producteur biologique au Brésil, réussissant à accéder au marché en regroupant sa production avec celle d'autres associations et producteurs. Mme Janet Gracie (INOFO) a discuté avec les participants des différents aspects à prendre en considération dans l'agriculture biologique pour que les jeunes puissent ajouter de la valeur à la production, depuis l'accès à la terre et aux ressources jusqu'à la production et la distribution. Les participants ont en outre mentionné les principaux défis et possibilités de l'agriculture biologique et ont souligné en particulier l'importance du renforcement des capacités et de la promotion des savoirs traditionnels et locaux. Les difficultés en matière de certification ont également été abordées, et quelques expériences positives ont été partagées, en particulier avec les systèmes de garantie participative.

**La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans:
droits humains – le fondement de l’avenir de l’agriculture familiale**

Manifestation parallèle organisée par LVC

L’adoption de l’UNDROP par l’Assemblée générale des Nations Unies, en décembre 2018, est intervenue au moment parfait pour contribuer de façon significative à la DNUAF 2019–2028, et la Déclaration a été intégrée au travail de deux importantes institutions des Nations Unies, le FIDA et la FAO.

La manifestation parallèle a permis aux participants d’acquérir davantage de connaissances sur l’UNDROP en tant qu’instrument de reconnaissance et de protection des droits des populations rurales. Mme Francisca Luz Rodríguez Herta (LVC) a en particulier illustré les articles de la Déclaration et les droits auxquels ce document fait référence, comme le droit des paysans de participer aux processus et aux programmes politiques qui affectent leur terre, d’obtenir du crédit, des matériels et des instruments pour la production vivrière, de concevoir leurs modèles de production de manière à surmonter les facteurs adverses tels que les changements climatiques, et de produire des aliments sains et nutritifs grâce à l’adoption de l’agroécologie dans leurs systèmes agricoles. Elle a aussi souligné le droit des paysannes à être protégées contre les violences domestiques et d’être les maîtresses de leur propre corps, également en conservant la totalité de leurs droits en matière sexuelle et de reproduction.

Les participants ont aussi eu l’occasion de débattre des possibilités concrètes qu’offre la DNUAF pour la concrétisation des droits des paysans, puisqu’elle constitue un cadre général de promotion des politiques publiques à l’appui des producteurs familiaux. Les deux cadres ont été considérés comme essentiels pour la réalisation du Programme 2030 et des ODD, en apportant une contribution directe à une production vivrière durable et à l’élimination de la pauvreté, de l’insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Le FIDA a souligné que l’UNDROP a une signification extraordinaire et que, en tant qu’institution des Nations Unies, il peut appliquer l’UNDROP à ses normes internes, et à ses politiques et directives opérationnelles, comme il l’avait fait pour la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.

Plateformes numériques et profilage des organisations paysannes. Partage d'outils et d'expériences en matière de profilage des OP, bases de données en ligne sur les OP, et plateformes de partage des savoirs pour les OP

Manifestation parallèle organisée par l'AFA et le FIDA

Prenant acte du fait qu'il est souvent difficile pour les parties prenantes du monde du développement d'obtenir des informations et des données fiables sur les OP existantes, plusieurs initiatives commencent à voir le jour ou sont déjà à l'essai pour le profilage des OP et le partage des savoirs sur et pour les OP. La manifestation parallèle a permis de faire connaître les initiatives et les outils élaborés dans les différentes régions et au niveau mondial en vue de fournir des informations utiles et des connaissances sur et pour les OP, et a offert l'occasion d'un partage des savoirs et d'apprentissage mutuel entre les participants.

En particulier, l'AFA a présenté son Répertoire des organisations paysannes d'Asie et du Pacifique²³ et la SEWA²⁴ l'application sophistiquée utilisée pour la collecte des données sur les membres des OP, leurs dirigeants et leurs domaines d'intervention, ainsi que pour la production de rapports. Mme Annick Sezibera (CAPAD) et Mme Valeria Galletti (Consultante du FIDA) ont présenté le projet FO-MAPP et expliqué comment les OP peuvent s'inscrire gratuitement dans la base de données en remplissant un formulaire de profilage en ligne où elles mentionneront les informations essentielles (contact, statut, nombre de membres, portée géographique, services offerts et produits agricoles, par exemple). Elles ont aussi illustré le système de filtres qui permet aux utilisateurs de trouver des organisations sur la base de différents critères. M. Benoit Thierry (Chef de plateforme du FIDA/Directeur de pays dans la région WCA) a présenté la plateforme mondiale We Connect Farmers²⁵, une initiative démarrée en Afrique pour aider les jeunes agriculteurs à se connecter par l'intermédiaire de communautés de pratiques, à recevoir une formation en ligne, et à accéder à des applications agrotechnologiques. M. Fabrizio Bresciani (Économiste régional principal du FIDA dans la région APR) et Mme Marina Izzo (Consultante du FIDA) ont fait part des principaux résultats d'une étude pilote conduite aux Philippines pour développer une base de données des profils d'OP faisant état des principales potentialités du marché, et à laquelle les entreprises du secteur agroalimentaire et les prestataires de services pourraient avoir directement accès, afin de constituer un véritable outil de mise en correspondance de l'offre et de la demande de produits spécifiques. Enfin, M. Stephen Muchiri (Directeur général de l'EAFD) a présenté "e-granary", une plateforme mobile gérée par l'EAFD et dont le but est d'offrir aux agriculteurs un meilleur accès à l'information sur le marché et à des services de vulgarisation en ligne. La plateforme e-granary facilite l'agrégation des intrants et des produits entre les agriculteurs, fournit en temps opportun des données météorologiques et des conseils de vulgarisation, numérise et fournit divers produits de prêt, et permet aux paysans d'établir des liens avec des partenaires du secteur privé.

23 www.asiapacificfarmersforum.net.

24 Association des travailleuses indépendantes (Inde).

25 www.weconnectfarmers.com.

Le Fonds ABC: un outil de financement innovant

Manifestation parallèle organisée par Agriterra, Bamboo Capital Partners et le FIDA

La manifestation parallèle a donné aux participants la possibilité d'obtenir des informations complémentaires sur le Fonds ABC. En particulier, une session très concrète et interactive sur le thème du Fonds ABC a permis d'en présenter brièvement la structure, les premiers investissements, les enseignements initiaux tirés, les critères d'investissement et le processus par lequel solliciter son appui financier.

Le Fonds ABC est un fonds indépendant d'investissement pour un impact social et environnemental, qui finance des PME rurales et des organisations de producteurs comme des coopératives, en mettant l'accent sur la jeunesse rurale et les femmes agri-entrepreneuses. Son objectif est de catalyser un financement pour le "chaînon manquant" dans les entreprises agroalimentaires rurales, le fossé auquel sont confrontés les agri-entrepreneurs lorsque leurs besoins de financement sont trop peu importants pour le financement commercial mais trop importants pour le microfinancement. Le Fonds ABC a adopté une approche reposant sur le financement mixte visant à atténuer les risques des investissements afin de les rendre attractifs pour les investisseurs privés, par le biais d'une structure de capital comportant des capitaux de première perte, une assistance technique ciblée et un solide développement de la réserve de projets. Plusieurs institutions (notamment l'UE, les ACP, le Gouvernement du Luxembourg et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique) se sont engagées à apporter approximativement 50 millions d'EUR au Fonds ABC, cependant que le FIDA et le Groupe ACP ont apporté un financement sous forme de don à un mécanisme d'assistance technique géré par Agriterra.

Les participants à la manifestation parallèle ont aussi eu la possibilité d'en apprendre davantage sur les investissements initiaux réalisés par l'intermédiaire du Fonds, et notamment l'appui fourni à une coopérative de production de cacao en Côte d'Ivoire pour aider jusqu'à 2 700 petits producteurs à s'assurer un meilleur accès aux marchés.

Les marchés territoriaux comme base d'établissement de systèmes alimentaires durables, résilients et nutritifs

Manifestation parallèle organisée par le ROPPA

La DNUAF offre une importante occasion de modeler les politiques publiques et d'orienter les investissements à l'appui d'un ensemble d'acteurs qui ont toujours été au centre de la mission du FIDA: les petits producteurs vivriers. On prend de plus en plus conscience du fait que cet appui doit s'inscrire dans le contexte d'une approche holistique des systèmes alimentaires.

Les marchés sont la base des systèmes alimentaires. Les recommandations sur les moyens de "Connecter les petits exploitants aux marchés", approuvées par le CSA en 2016, ont souligné que la plupart des activités de commercialisation de la majorité des petits exploitants – les femmes en particulier – sont menées sur les marchés locaux, nationaux et transfrontaliers intégrés dans les systèmes alimentaires territoriaux. Ces marchés diversifiés sont les plus inclusifs et les plus importants pour la sécurité alimentaire, puisqu'ils acheminent la majeure partie des aliments consommés dans le monde. Les fonctions qu'ils remplissent sont non seulement économiques, mais aussi nutritionnelles, sociales et culturelles. Les petits producteurs et les exploitations agricoles familiales qui commercialisent leur production sur les marchés territoriaux peuvent être des alliés décisifs dans l'effort pour accroître la disponibilité d'aliments nutritifs et pour défendre la biodiversité et les ressources génétiques liées aux territoires. Les marchés territoriaux jouent également un rôle important dans la rétention de la richesse créée sur le territoire et la redistribution de la valeur ajoutée entre les différents acteurs, qui tendent à avoir entre eux des relations plus horizontales que dans les filières mondiales.

La manifestation parallèle a permis aux participants d'illustrer leurs différentes expériences en rapport avec les marchés territoriaux, d'évaluer leurs points forts et leurs points faibles, et d'examiner les moyens d'un renforcement par le biais de politiques publiques d'appui à différents niveaux et par des investissements publics et privés appropriés. Elle s'est notamment inspirée des résultats de diagnostics participatifs des marchés territoriaux entrepris par les organisations de petits producteurs en Afrique, en Asie et en Amérique latine avec l'appui de la FAO et des organisations partenaires. Le ROPPA a eu l'occasion de présenter son travail de diagnostic participatif du marché à travers son "Observatoire des exploitations familiales". De même, la COPROFAM et le SPI ont présenté les principaux défis et opportunités des marchés territoriaux dans leurs contextes. Enfin, le WFF a illustré les mesures nécessaires pour améliorer la commercialisation locale du poisson par les femmes.

Les “Climakers”, une alliance contre le changement climatique menée par les agriculteurs

Manifestation parallèle organisée par l’OMA

Aucun autre secteur économique n’est plus touché par les effets des changements climatiques que celui de l’agriculture, mais aucun autre acteur économique, dans le monde, ne peut contribuer plus que les agriculteurs à la lutte contre les changements climatiques.

Les “Climakers” est un programme de lutte contre les changements climatiques, mené par les agriculteurs, et qui propose, pour cette lutte, une approche inversée dans laquelle ce sont les agriculteurs qui proposent des solutions. Le programme des Climakers repose sur la promotion des meilleures pratiques déjà appliquées par les agriculteurs et qui constituent des solutions concrètes pour l’adaptation aux changements climatiques ou l’atténuation de leurs effets. Ces meilleures pratiques, recueillies par le biais d’une approche partant authentiquement de la base, doivent être proposées aux gouvernements en même temps que des orientations concrètes sur les moyens de les inclure dans les contributions déterminées au niveau national pour la mise en œuvre de l’Accord de Paris, en vue d’être reproduites ou appliquées à plus grande échelle dans différentes zones. Les solutions proposées sont évaluées, sur le plan scientifique, par le programme de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) sur le Changement Climatique, l’Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

La manifestation a réuni des agriculteurs représentants de l’Alliance “Climakers”, qui ont présenté les objectifs, les effets escomptés et les résultats obtenus dans la mise en œuvre de leur plan d’action. Plusieurs participants ont fait part de leurs réflexions sur l’impact des changements climatiques et sur le rôle des agriculteurs en tant que porteurs de solutions dans les différentes régions: M. Ishamel Sunga (Directeur général de la Confédération des syndicats agricoles d’Afrique australe – SACAU), M. Stephen Muchiri (EAAF) et M. Abdelmajid Ezzar (Président de l’Union Maghrébine et Nord-Africaine des Agriculteurs – UMNAGRI). De nombreuses contributions provenant des participants ont enrichi le débat et leur ont permis d’exposer les principaux défis rencontrés ainsi que les solutions adoptées dans différents pays pour réduire les émissions et réaliser le piégeage du carbone (par exemple en Bolivie, au Cambodge, en Jamaïque, en Ouganda, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo). L’importance de la mobilisation des fonds, ainsi que l’établissement de partenariats pour l’adaptation aux changements climatiques et l’atténuation de leurs effets, ont été fortement soulignés. À la clôture de la manifestation parallèle, Mme Elizabeth Nsimadala a signé, au nom de la PAFO, le mémorandum d’accord avec l’OMA pour adhérer à l’Alliance.

La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale

Manifestation parallèle organisée par la COPROFAM et le WRF

La manifestation parallèle a offert l'occasion de poursuivre le débat du groupe de travail thématique de la réunion mondiale sur la DNUAF. Elle s'est concentrée en particulier sur le partage des principales propositions, initiatives et difficultés en rapport avec la mise en œuvre du Plan d'action mondial (GAP) de la DNUAF.

Les participants ont souligné que malgré les progrès (établissement d'un comité de pilotage au niveau mondial; progrès et mesures au niveau régional; mise en place des CNAF), davantage d'efforts sont nécessaires au niveau national, où la Décennie devrait prendre la forme de politiques et de programmes capables de produire des changements concrets. Il faudrait, pour que cela soit possible, que les organisations soient pleinement engagées et des fonds mobilisés. Un effort devrait aussi être consenti en matière de visibilité, de communication et de sensibilisation afin de mobiliser les acteurs. Progrès et engagements devraient être suivis et évalués périodiquement.

Le FIDA et la FAO ont communiqué des informations sur leur collaboration pour la promotion de la Décennie. Ainsi, un cadre général qui fournira des orientations sur les moyens de mettre au point des politiques publiques encourageant l'agriculture familiale est en cours d'élaboration grâce à la systématisation d'exemples et d'expériences positives recueillis sur le terrain. L'appui technique et politique des bureaux de pays de la FAO et du FIDA a été cité comme élément essentiel au succès de la Décennie, pour faciliter la concertation avec les gouvernements, appuyer les CNAF et intégrer le programme de la Décennie dans les COSOP.

Il a également été souligné que, bien que des politiques publiques plus propices au développement de l'agriculture familiale soient essentielles, elles ne suffiront pas. Les producteurs familiaux devraient obtenir davantage d'espace dans la société, dans les filières, sur le marché, afin de convaincre les consommateurs que, pour de multiples raisons, leurs produits sont les meilleurs. Par ailleurs, le programme d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets devenant fondamental, les producteurs familiaux devraient se positionner comme la force la plus puissante et faire la preuve de leur capacité unique en matière d'atténuation, de réduction des émissions et de piégeage du carbone sur terre pour éviter que d'autres intérêts ne l'emportent.

L'image de marque des produits de l'agriculture familiale: partage des expériences et possibilités de développement

Manifestation parallèle organisée par le FIDA en collaboration avec Maison Guinéenne de l'Entreprise (MGE) et Team Créatif Group

Il est reconnu que les produits agricoles contribuent pour plus de la moitié à l'emploi total et pour plus du quart du produit intérieur brut dans les pays en développement, et que plus d'un milliard d'agriculteurs, dans ces pays, en tirent au moins une partie de leurs revenus. Les chaînes d'alimentation modernes accordent, dans leurs services de distribution, une importance croissante à l'image de marque et au conditionnement plutôt qu'au rôle traditionnel des agriculteurs dans la fourniture de produits aux marchés de gros. En conséquence, les producteurs familiaux ne reçoivent qu'une part de moins en moins importante de la valeur totale de leurs produits. Au niveau mondial, on reconnaît de plus en plus que les producteurs familiaux jouent un rôle important dans la production des denrées et des produits alimentaires de qualité et nutritifs. Au niveau de la demande, la population locale s'intéresse de plus en plus aux produits locaux frais de qualité et "naturels". Ce contexte offre des possibilités d'appui aux petits agriculteurs et à leurs organisations pour améliorer l'échelle de valorisation des produits agricoles par le biais de l'image de marque et du conditionnement afin d'acquérir un pouvoir de marché et des revenus supplémentaires.

La manifestation parallèle a permis aux participants de faire part des problèmes rencontrés dans la création d'une image de marque pour leurs produits (difficultés liées, par exemple, au respect de normes de qualité, à des règles et des normes contraignantes, et à des procédures longues et coûteuses). Des expériences et initiatives réussies en matière de promotion de marques et de conditionnement pour les produits de petits exploitants ont aussi été décrites par Team Créatif et la Maison Guinéenne de l'Entreprise. Team Créatif est une société française présente dans un grand nombre de pays et dont l'activité consiste à aider les coopératives et les ménages de producteurs familiaux à ajouter de la valeur à leurs produits grâce à l'image de marque et au conditionnement. La Maison Guinéenne de l'Entreprise est une société qui a aidé les producteurs du réseau Boral Maalé à établir une marque collective pour le Riz de mangrove de Guinée, une variété de riz appréciée pour sa qualité et sa valeur nutritionnelle, leur permettant ainsi de protéger leur produit et d'aborder de nouveaux marchés.

Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale

Manifestation parallèle organisée par le WFF et le WFFP

Organisée à l'initiative du WWF et du WFFP, la manifestation parallèle a permis aux participants d'examiner les moyens de renforcer la mise en œuvre des Directives SSF, d'explorer les possibilités pour les pêcheurs artisans de participer aux instruments existants et prévus du FIDA, et de planifier leur intégration dans les concertations en cours et prévues au niveau mondial.

Une vidéo sur les Directives SSF a été projetée, à titre de brève introduction au débat. Les participants à la manifestation parallèle ont rappelé l'importance de ces directives, en ce qu'elles ont porté du niveau local au niveau institutionnel les problèmes auxquels étaient confrontées les communautés de pêcheurs artisans. Malgré les progrès, la sensibilisation à cet instrument est encore insuffisante, en particulier à l'échelon local, et de nombreux pêcheurs artisans et leurs communautés trouvent difficile l'utilisation des Directives comme outil pour entamer un dialogue avec les autorités.

Les participants ont reconnu la nécessité, pour l'organisation de la société civile, de renforcer les capacités requises pour orienter le processus de mise en œuvre des Directives. Il a été observé, à ce propos, que la participation des pêcheurs artisans dans les processus et les instruments du FIDA (le MTCP, par exemple) n'était pas significative.

M. Richard Abila (Spécialiste technique principal mondial du FIDA en matière de pêche et d'aquaculture) a en outre présenté les travaux et les initiatives du FIDA dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture pour explorer conjointement les possibilités de participation des OP.

Dans l'ensemble, les participants sont convenus de la nécessité d'améliorer la coordination et le dialogue avec le FIDA pour garantir une participation significative des pêcheurs artisans à tous les processus et initiatives. Il convient aussi de faire davantage pour faciliter la mise en œuvre des Directives aux niveaux national et local avec l'appui de partenaires de développement comme le FIDA et la FAO.

Financement des investissements et des entreprises des organisations paysannes: partage d'expériences et d'initiatives

Manifestation parallèle organisée par le FIDA en collaboration avec EAFF, CNOP Mali, FIFATA et Réseau SOA (Syndicat des Organisations Agricoles)

Les OP ont pour mission principale de fournir des services à leurs agriculteurs membres. Dans les OP locales ou infranationales, les services économiques sont les plus pertinents pour les petits exploitants agricoles. Même aux niveaux national et régional, il existe des services économiques susceptibles d'être encouragés au moyen d'outils appropriés.

La manifestation parallèle a permis aux participants de partager des modèles, des expériences et des initiatives visant à apporter un appui financier à la fourniture, par les OP, de services économiques. On a cité notamment l'exemple de Madagascar où le FIDA, par le biais des projets AROPA²⁶ et DEFIS²⁷, finance le Fonds de développement de l'agriculture, dédié au financement des investissements des OP. Le Fonds a reçu à ce jour 35 000 demandes de financement dont 75% ont reçu une réponse positive, au profit de plus de 500 000 producteurs. Au Mali, le FIDA a appuyé l'Association des organisations professionnelles paysannes et la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali par le biais de l'Initiative "chaînon manquant" (MMI) du GAFSP²⁸. L'initiative MMI a été lancée en 2016 pour faciliter l'établissement de partenariats entre les OP et les acteurs du secteur privé dans les filières agricoles. Grâce à cet appui, les jeunes agriculteurs membres des deux organisations tirent parti d'un financement, sous forme de don, de leurs projets d'élevage de volaille ou de pêche. Enfin, l'EAFF a également présenté son expérience de développement de l'e-granary, une plateforme mobile de prestation de services économiques aux agriculteurs. Cette plateforme mobile constitue une plateforme innovante de communication et de paiement qui crée un espace virtuel pour l'établissement de partenariats et de contrats commerciaux entre les agriculteurs et des acheteurs et des fournisseurs d'intrants, ainsi que pour la fourniture de services financiers avec de faibles coûts de transaction. Avec l'appui d'un projet GAFSP-MMI, l'EAFF a poursuivi le développement de cette plateforme.

26 Projet d'appui au renforcement des Organisations Professionnelles et aux Services Agricoles.

27 Programme de développement des filières agricoles inclusives.

28 Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Autres manifestations autour du forum

Sessions préparatoires du FAFO.

Des sessions préparatoires se sont tenues les 4 et 5 février. Elles ont consisté en une réunion du Comité de pilotage du FAFO et des réunions entre délégués des OP (par région, organisation et au niveau mondial). L'objectif principal de ces sessions préparatoires était, pour les OP, de procéder à un examen et un débat autour des défis majeurs à aborder durant le Forum, et de se préparer à l'avance en vue d'une participation plus efficace aux réunions du Forum.

Réunion avec le Président.

Le 4 février, les membres du Comité de pilotage du FAFO ont eu un entretien avec le Président du FIDA, M. Gilbert F. Houngbo, au siège du FIDA, au cours duquel ils ont fait part de leurs points de vue et de leurs attentes à propos de la réunion mondiale.

Stand FO-MAPP.

Le FIDA a installé un stand équipé d'ordinateurs portables et de brochures sur le FO-MAPP. Des responsables étaient présents pour fournir des informations et des orientations aux participants désireux d'en savoir plus sur la base de données, ses fonctions et son contenu en navigant directement dans la base de données.

Coin d'exposition et Instagram d'AFA.

L'AFA a installé une exposition dans les locaux du FIDA, présentant des produits de différents pays et organisations. Un coin Instagram a également été installé.

Stand de l'INOFO.

L'INOFO a installé une exposition dans les locaux du FIDA, présentant des produits des organisations d'agriculteurs biologiques.

Réunion du Comité de pilotage après le FAFO.

Une réunion du Comité de pilotage s'est tenue le 8 février pour évaluer le processus du FAFO et la réunion mondiale, et pour examiner le projet zéro de la Synthèse des délibérations et les prochaines étapes de son parachèvement.

Réunion avec la nouvelle Vice-Présidente adjointe du FIDA, Mme Marie Haga.

Dans la matinée du 9 février, les membres du Comité de pilotage du FAFO ont pu faire connaissance avec Mme Marie Haga, Vice-Présidente adjointe, Département des relations extérieures et de la gouvernance, au cours d'une réunion tenue à l'hôtel où étaient hébergés les participants. Des discussions approfondies ont porté sur la collaboration possible entre les OP et le FIDA durant le processus de reconstitution des ressources (FIDA12).

Apéritif offert par l'OMA.

Le 9 février, l'OMA a offert un apéritif au restaurant *Le Vele*, auquel ont participé de nombreux délégués des OP et observateurs.



Mme Ujjaini Halim (WFF) a donné lecture de la Synthèse des délibérations du FAFO devant le Conseil des gouverneurs du FIDA.



Le stand de l'AFA à la réunion mondiale du FAFO.

Réception à l'occasion du Forum paysan.

Le 10 février, le FIDA était l'hôte d'un dîner au restaurant de la coopérative *Agricoltura Nuova*, dans la campagne romaine.

Les OP au Conseil des gouverneurs du FIDA.

Le 11 février, Mme Ujjaini Halim (WFF) et Mme Elizabeth Nsimadala (PAFO) ont présenté conjointement la Synthèse des délibérations de la réunion mondiale à la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, tenue au siège de la FAO. Auparavant, Mme Estrella Penunia Banzuela (AFA) a fait, lors du lancement de la Douzième reconstitution des ressources en séance plénière du Conseil, une déclaration sur la pertinence du partenariat entre le FIDA et les OP et sur le rôle des OP dans le développement durable.

Annexes

Annexe 1. Ordre du jour du Forum paysan

Date	Horaire	Activité - manifestation	Lieu
Lundi 3 février	Après-midi/soirée	Arrivée des membres du Comité de pilotage du Forum paysan	Hôtel
Mardi 4 février	Matinée 09 h 30 – 12 heures	Réunion du Comité de pilotage du Forum paysan Arrivée de tous les autres délégués	Hôtel
	Déjeuner 12 h 30 - 13 h 30	Réunion du Comité de pilotage du Forum paysan avec le Président du FIDA	Siège du FIDA (salle C 500)
	Après-midi 16 heures - 18 heures	Espace autonome pour les organisations paysannes (consacré principalement à des réunions par régions organisées par les comités de pilotage régionaux du Forum paysan)	Hôtel
Mercredi 5 février	Journée entière	Espace autonome pour les organisations paysannes (activités organisées par le Comité de pilotage du Forum paysan)	Hôtel
Jeudi 6 février	Matinée 09 heures - 10 h 30	Ouverture de la Réunion mondiale du Forum paysan Allocution du Président du FIDA Interventions des membres du Comité de pilotage	Siège du FIDA Salle de conférences Italie
	Pause-café		
	Matinée 10 h 45 - 12 h 30	Première séance plénière - Partenariats du FIDA avec les organisations paysannes: tendances (présentation par le FIDA du Rapport de situation sur les partenariats 2016-2019 et débats en séance plénière)	Salle de conférences Italie
	Pause-déjeuner		
	Après-midi 14 heures - 16 h15	Réunions des groupes de travail régionaux avec les 5 divisions régionales (en parallèle). Réunions co-présidées par les directeurs régionaux et les présidents des comités de pilotage régionaux du Forum paysan	APR – C 400 ESA – Salle Ovale A LAC- C 300 NEN – Salle Ovale B WCA – Salle de conférences Italie
	Pause-café		
	Après-midi 16 h 45 - 17 h 45	Deuxième séance plénière - rapports des groupes de travail régionaux (10 min par région)	Salle de conférences Italie
	Soirée 18 h 30 - 19 heures	Séance de travail du Comité de pilotage - première version du projet de la Synthèse des délibérations	

Vendredi 7 février	Matinée 09 heures - 10 h 15	Troisième séance plénière - présentation de la proposition relative à FIDA12 par la direction du FIDA et questions-réponses en séance plénière (Vice-Président adjoint - SKD)	Salle de conférences Italie
	Pause-café		
	Matinée 10 h 30 - 12 h 30	Réunions des cinq groupes de travail thématiques (en parallèle) 1. Changements climatiques et agroécologie: quelles possibilités de renforcer le partenariat entre les organisations paysannes et le FIDA? 2. 12 nouveaux instruments du FIDA (ASAP + SP) 3. Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et plan d'action en vue du Sommet mondial sur les systèmes alimentaires de 2021 4. Égalité Femmes-Hommes et rôle moteur des femmes dans l'agriculture 5. Rôle des jeunes dans le développement agricole et rural	1. Salle Ovale A 2. Salle de conférences Italie 3. Salle Ovale B 4. Salle C 300 5. Salle C 400
	Pause-déjeuner		
	Après-midi 14 heures - 16 heures	Quatrième séance plénière: rapports des 5 groupes de travail thématiques (10 min par rapport) Premier examen du projet de Synthèse des délibérations	Salle de conférences Italie
Pause-café			
Après-midi 16 h 15 - 17 heures	Observations de la direction du FIDA concernant le projet de synthèse (Vice-Président adjoint - PMD)	Salle de conférences Italie	
Samedi 8 février		Achèvement et approbation de la Synthèse des délibérations du Forum paysan par le Comité de pilotage Préparatifs des manifestations parallèles Réunions diverses entre organisations paysannes et partenaires (notamment comité de pilotage de FO4ACP et réunion Caraïbes)	Hôtel
Vendredi 9 février		Pas de manifestation	

Lundi 10 février	Matinée 09 heures - 10 h 30	<p>Evènements parallèles pour les organisations paysannes, le personnel du FIDA et les partenaires (2 manifestations en parallèle)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Programmes régionaux à l'appui des organisations paysannes (PAOPA, MTCP, FO4ACP, FOALA, cofinancés par l'Union européenne, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et le FIDA) 2. Les jeunes dans l'agriculture - une perspective bio (INOFO) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Salle de conférences Italie 2. Salle Ovale A
	Pause-café		
	Matinée 11 heures - 12 h 30	<p>Evènements parallèles à l'intention des organisations paysannes, du personnel du FIDA et des partenaires (3 manifestations en parallèle)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (La Via Campesina) 2. Profilage des organisations paysannes et plateformes digitales (Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable) 3. Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Salle de conférences Italie 2. Salle Ovale A 3. Salle Ovale B
	Pause-déjeuner		
	Après-midi 14 heures - 15 h 30	<p>Session spéciale: Vers le Sommet mondial sur les systèmes alimentaires de 2021</p> <p>Présentation du rapport "<i>Farmers and food systems, what future for small-scale agriculture?</i>" (Environmental Change Institute de l'Université d'Oxford) et débat</p> <p>Échange, dans le cadre du Forum paysan, entre Agnes Kalibata, Envoyée spéciale du Secrétaire général, et le Vice-Président adjoint</p> <p>- SKD sur le plan d'action en vue du Sommet mondial sur les systèmes alimentaires de 2021</p>	Salle de conférences Italie
	Pause-café		
	Après-midi 16 heures - 17 h 30	<p>Cérémonie de clôture du Forum paysan ouverte aux représentants des États membres du FIDA</p> <p>Lecture de la synthèse des délibérations, échange avec les représentants au Conseil d'administration et le Conseil des gouverneurs, discours de clôture de la direction du FIDA, en présence du Vice-Président adjoint à la tête du Département de la gestion des programmes</p>	Salle de conférences Italie
	Soirée 19 h 30	Dîner FAFO	Agricoltura Nuova

Mardi 11 février	Matinée 09 heures - 10 h 30	Evènements parallèles à l'intention des organisations paysannes, du personnel du FIDA et des partenaires (2 manifestations en parallèle) 1. Marchés territoriaux pour des systèmes alimentaires durables (ROPPA) 2. "Climakers": un programme climatique conduit par les agriculteurs (WFO)	1. Salle Ovale A 2. Salle de conférences Italie
	Pause-café		
	Matinée 11 heures - 12 h 30	Evènements parallèles à l'intention des organisations paysannes, du personnel du FIDA et des partenaires (2 manifestations en parallèle) 1. Directives volontaires sur les pêches artisanales (WFF et WFFP) 2. Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (Forum rural mondial)	1. Salle Ovale A 2. Salle Ovale B
	Pause-déjeuner		
	Après-midi 14 heures - 15 h 30	Evènements parallèles à l'intention des organisations paysannes, du personnel du FIDA et des partenaires (2 manifestations en parallèle) 1. Financement des projets des organisations paysannes (Fonds de développement agricole de Madagascar, Missing Middle Initiative menée au Mali par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale) 2. Image de marque des produits de l'agriculture familiale (FIDA)	1. Salle Ovale A 2. Salle Ovale B
Après-midi au Conseil des gouverneurs du FIDA (Siège de la FAO)	16 heures: Ouverture de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA au Conseil des gouverneurs et allocution d'un intervenant du Forum paysan 18 h 45: Lecture de la déclaration du Forum paysan au Conseil des gouverneurs	Plénière du Conseil des gouverneurs du FIDA (Siège de la FAO)	
Soirée	Clôture des travaux du Comité de pilotage du Forum paysan: évaluation et prochaines étapes	Hotel	
Mercredi 12 février		Départ des délégués au Forum paysan	

Annexe 2. Liste des participants au Forum paysan

Liste des Participants ORGANISATIONS DE PAYSANS ET DE PRODUCTEURS RURAUX

Afrique orientale et australe

CAPAD	M. Nyandwi, Gilbert Président du Comité Exécutif et Représentant Légal	Burundi	jmndayi@yahoo.fr
CAPAD	Mme Sezibera, Annick Personnel technique Secrétaire Exécutive	Burundi	+257-76652176 sezannick@yahoo.fr capad_shirukubute@yahoo.fr
EAFF/PAFO	M. Muchiri, Stephen Vincent Personnel technique Directeur Général	Kenya	+254 722 809320 svmuchiri@gmail.com smuchiri@easffu.org
EAFF/PAFO	Mme Jatoba, Peninah	Soudan du Sud	
e-GRANARY	M. Maina, Anthony Kanyoko Personnel technique	Kenya	+254 720 939467 +254 721 617217 anthony@e-granary.com
ESAFF	Mme Masudio, Margaret Eberu	Ouganda	+256787463553 masudiomargaret@gmail.com
FIFATA	M. Ranoasy, Andriamparany Romule Directeur de FIFATA et Coordonnateur technique du CNAF Madagascar	Madagascar	+261333754091 paranyfifata@gmail.com fi.fa.ta@moov.mg
MVIWATA	M. Neligwa, Michael Songelael	Tanzanie	
INOFO	Mme Gracie, Janet Trésorière	Afrique du Sud	+27 78 554 2312 janet@thegreenco.co.za
INOFO	M. Mubanga, Charles Kabwe	Zambie	charleskmubanga@gmail.com
PAFO Membre du Comité de Pilotage du Forum paysan	Mme Nsimadala, Elizabeth Présidente	Kenya	+256788718187 Président@pafo-africa.org elizabethnsima@gmail.com ceo@pafo-africa.org info@eaffu.org
Réseau SOA	M. Andriamandimby, Gérard Landry Directeur	Madagascar	261 34 89 258 95 261 32 66 214 29 reseauoa@orange.mg
SACAU/ PAFO	M. Gumede, Ndlela Phenias Membre du Conseil	Afrique du Sud	+0728092923 phenias@agrisa.co.za npgumede@icloud.com

SACAU/ PAFO	M. Sunga, Ishmael Daniso Personnel technique Directeur Général	Afrique du Sud	+27 723836747 ishmael.sunga@sacau.org info@sacau.org
SACAU/ PAFO	Mme Hlatshwayo, Doreen Siphumelele Vice-Présidente	Swaziland	+28676058607 doreenhlatshwayo@gmail.com
SACAU/ PAFO	M. Sinare, Dr. Sinare Yusuf Président	Tanzanie	+255784268888 drsinare@gmail.com
UNFFE	M. Katungisa, Kenneth Directeur Général Adjoint	Ouganda	+256 787 283 777 katungisakenneth@yahoo.co.uk
WFF	Mme Nakato, Margaret	Ouganda	mnakato@worldfisher-forum.org
WFO	M. Kayitare, Cryspin	Rwanda	

Afrique de l'Ouest et du Centre

AOPP/CNOP	M. Tangara, Seydou	Mali	+22375243994 seytangara@yahoo.fr
APESS	M. Abba Malloum, Brahim	Tchad	+23599196374 abbamalloumbrahim@gamil.com
CNOP Guinée	Mme Foulématou, Camara Présidente Collège des Femmes	Guinée	+224 623 48 08 19 +224 622 51 42 34 paysansdeguinee@yahoo.com
COFAG	M. Agyemang, Godfried Nelson Secrétaire Général et Directeur Général	Ghana	+233 24 188 8167 icmcghana@gmail.com
CONAPAC	M. Paluku, Mathusalem Mivimba Président du Conseil d'Administration	République démocratique du Congo	+243998386456 methusalempalukumivimba@ gmail.com
CPF	M. Diallo, Seck Sala Sibe	Burkina Faso	(+226) 71 76 76 95 diallosibe0@gmail.com
FOPAC NK	M. Mbusa, Achilles Lumalisa Président	République démocratique du Congo	+243994196568 aChillimalisa@yahoo.fr fopacrdcongo@gail.com
INOFO	M. Diédhiou, Famara Secrétaire Général	Sénégal	+221775398928 dfamara@hotmail.com
NACOFAG Membre du Comité de Pilotage du Forum paysan	M. Sowe, Musa ROPPA Vice-Président	Gambie	+2202797647 musowe@hotmail.com
NAFSL	M. Kebbie, Brima Victor Sidi Président	Sierra Leone	+23276611805 nafsl2010@yahoo.com

PROPAC/ PAFO	M. Nga, Celestin Personnel technique Secrétaire Exécutif	Cameroun	+237677712016 propac.cm@gmail.com
PROPAC/ PAFO	M. Buka, Nathanael Mupungu Président	République démocratique du Congo	propac.cm@gmail.com
PROPAC/ PAFO	Mme Kinkodila Tombo, Dolores Hortense Présidente Collège des Femmes	République démocratique du Congo	+237 699 440 830 +242 05 531 3621 propac.cm@gmail.com kinkodilahortense@yahoo.fr
RBM	M. Boureima, Dodo Secrétaire Permanente	Niger	+22796497839 goroubanda@yahoo.fr
ROPPA	M. Ouedraogo, Ousseini Secrétaire Exécutif	Burkina Faso	coouedraogo@yahoo.fr
ROPPA	M. Amoah, King-David Kwao	Ghana	+233277458999 +233244243258 kdkamoah@yahoo.com
ROPPA	M. Zogan, Kodzo Elom Personnel technique	Togo	+2289009556 arthurzog@yahoo.fr arthurozog@yahoo.fr

Proche-Orient, Afrique du Nord, Asie centrale et Europe

Coopérative Amagar pour les plantes aromatique et médicinale	Mme Amaguar, Fatima Présidente	Maroc	00212660449186 coopamagar@gmail.com
ELKANA	Mme Shatberashvili, Elene	Géorgie	+995 591195510 pr@elkana.org.ge advocacy@elkana.org.ge
UMNAGRI/ PAFO	M. Ezzar, Abdelmajid UTAP Président	Tunisie	abdelmajidezzar@gmail.com
UMNAGRI/ PAFO	Mme Ferchichi Ep Larbi, Rim Personnel technique Secrétaire Général	Tunisie	+21699336038 direction@umnagri.net
UNPA	M. Kalfallah, Mecheri	Algérie	+21323542089 info@umnagri.net
UTAP	Mme Ben Hassine, Samia	Tunisie	+216 29 190 348 samiabenhassin@yahoo.fr

Amérique latine et Caraïbes

AACARI	M. Thompson, Errington James Président	Bahamas	+12424279091 aacariregion@gmail.com
ANAMURI	Mme Rodriguez Huerta, Luz Francisca	Chili	franciscarh@gmail.com
ANAP	Mme Roque-Jaime, Adilén María	Cuba	
ANAP	Mme Sarduy Martínez, Yamila	Cuba	+53 52630873 amigo@anap.cu
ANAP	M. Toledo Consuegra, Onoiver	Cuba	+53 52630873 amigo@anap.cu
ATC	M. Garcia Aguilar, Lazaro Edgardo Comité international de coordination, La Via Campesina	Nicaragua	+50588872973 edgardogarcia2007@yahoo.es
COPROFAM	Mme Marca Uscamayta, Sandra Gestionnaire de projet	Bolivie	+59173087876 samymarca@gmail.com
COPROFAM	M. Broch, Alberto Ercilio Président	Brésil	+5561981340389 alberto@contag.org.br
COPROFAM	M. Facco, Luiz Vicente Personnel technique	Brésil	+5561981594411 facco@contag.org.br
COPROFAM	M. Medina, Gabino Cesar	Paraguay	+595985213168 medinagabino@hotmail.com
COPROFAM	Mme Angulo Gutierrez, Elga Betty Secrétaire du PCC pour les femmes et Vice-Présidente de COPROFAM	Pérou	+51946900288 elga2207@gmail.com
COPROFAM Membre du Comité de Pilotage du Forum paysan	M. Lopez Rodriguez, Fernando Ariel Secrétaire aux finances	Uruguay	+59899159862 felopezcnfr@yahoo.com
COPROFAM	Mme Rodriguez Midon, Sharon Melina	Uruguay	+59899935489 Melirodriguez01@gmail.com
INOFO	M. Bevilacqua Mendonça, Thales Membre Exco	Brésil	+55 41 998710887 thalesbm@hotmail.com
JNRWP	Mme Lee, Tamisha Tamara Présidente	Jamaïque	+18764806751 jnrwppresident@gmail.com
PDRR	M. Marin Salazar, Juan Diego Coordinateur	Costa Rica	+50377034271 Jmarinsalazar63@gmail.com
Tek Kole	Mme Aduel, Mircherline Islanda	Haïti	aduelmicherlineislanda@yahoo.fr

UAN	Mme Benitez Almada, Paola Natalia	Paraguay	+595985221864 natibenitez997@gmail.com
WFF	M. Laguna, Cairo Roberto Co-Président	Nicaragua	+50587673285 cairolaguna@gmail.com
WFFP	M. Osorto Caceres, Moises Président	Honduras	8738-0931 apagolf0@gmail.com

Asie et Pacifique

ActionAid	M. Dey, Amit Ranjan Personnel technique	Bangladesh	+880 1712681711 Amit.Dey@actionaid.org
AFA	Mme Chandresha, Veena Kushalkumar	Inde	
AFA Membre du Comité de Pilotage du Forum paysan	Mme Banzuela, Ma Estrella Penunia Secrétaire Général	Philippines	afaesther@asianfarmers.org
AFA	Mme Galang, Maripaz Bernice	Philippines	
AFA	Mme Rebagay, Maria Elena Verdadero Personnel technique Coordonnatrice de programme	Philippines	afalany@asianfarmers.org
AFFM	M. Myat Kyaw Htwe Président	Myanmar	myatkyawhtwe111@gmail.com
AFFM	Mme Ti Chia Personnel technique Coordonnatrice de programme	Myanmar	+959424875730 tichia2@gmail.com
CFAP	M. Sok, Sotha Fondateur principal et Directeur Général	Cambodge	+855 16 948 553 soksotha@cfap-cambodia.org soksotha@camintel.com
COAST Trust	M. Munir, Muhammad Mujibul Haque Directeur adjoint - Education, sécurité alimentaire, communication et projets de développement	Bangladesh	+8801713367438 munir.coastbd@gmail.com
FIMARC	M. Fernandez, George Dixon Secrétaire Général	Inde	georgedixon72@yahoo.co.in
INOFO	Mme Buena, Maria Rowena Aala Secrétaire continentale	Philippines	+639175772906 buenaweng@gmail.com
KKM	Mme Begum, Mst Shazada Présidente	Bangladesh	+8801798985752 kkm.bangladesh@gmail.com

MONLAR	M. Rathnasooriya, Shamila Indika	Sri Lanka	
NACCFL	Mme Gyanu, Koirala Rai Secrétaire	Népal	+9779843477914 skbks.nepal@gmail.com
NAMAC	Mme Tseden-Ish, Altantuya Vice-Président	Mongolie	+97699051810 altantuya@namac.coop
PAKISAMA	M. Mercaida, Jumer	Philippines	+639197863355 +639955586430 marcaidajumer@gmail.com
PIFON	Mme Kaumaitotoya, Lavinia Antoinette Gonerogo Gestionnaire de Programme	Fidji	+6799748544 pm@pacificfarmers.com
PIFON	Mme Linibi, Maria Senar Président	Papouasie- Nouvelle- Guinée	+67571005196 +6573082200 maria.linibi@nari.org.pg
SPI	M. Saran, Rustam Efendi Président	Indonésie	+62811667131 rustamre12@gmail.com
WUA	Mme Salimzhanova, Kumushai	République du Kirghizistan	(+996)0770737054 kumushai1982@mail.ru

**International / Fédérations / Réseaux & Organisations Paysannes
des pays de l'OCDE**

IFOAM	Mme Grandi, Cristina Personnel technique Personnel IFOAM	Italie	c.grandi@ifoam.bio
INOFO Membre du Comité de Pilotage du Forum paysan	Mme Mone, Shamika Anil Présidente	Inde	+918888862293 shamika4info@gmail.com
LVC	Mme Brovia, Cristina Personnel technique	Italie	cristina.brovia@viacampesina.org
LVC	M. Costa Santos, Mateus Personnel technique	Mozambique	+258847103628 lvc.mateus@gmail.com
LVC Membre du Comité de Pilotage du Forum paysan	Mme Mpofu, Elizabeth Porte-parole	Zimbabwe	+263772443716 eliz.mpofu@gmail.com
NFFC	M. Treacle, Jordan Thomas Simpson	Etats-Unis	jordan@nffc.net
PAFO	Mme Ben Rajeb, Fatma Personnel technique Secrétaire Exécutive	Rwanda	+250786506423 +21624626120 ceo@pafo-africa.org
WFF Membre du Comité de Pilotage du Forum paysan	Mme Halim, Ujjaini	Inde	+919830299326 ujjainihalim@gmail.com
WFFP	Mme Louwa, Christiana Saiti	Kenya	+254722662798 louwachristiana@gmail.com
WFO	Mme Giuliadori, Arianna Personnel technique	Italie	
WFO	Mme Volpe, Luisa Personnel technique	Italie	
WFO Membre du Comité de Pilotage du Forum paysan	M. De Jager, Theo Président	Afrique du Sud	+27 82 332 21 10 theo@saai.org grootdejager@gmail.com

Liste des observateurs

ACP Secrétariat	Chilishe, Yvonne		Chilishe@acp.int
ACP Secrétariat	Gomes, Patrick Secrétaire Général		Info@acp.int ; gomes@acp.int
Agence française de développe- ment	Le Grix, Matthieu	Tunisie	legrixm@afd.fr
AgriCord	Beerlandt, Hannelore Directeur Général		+32 478 644 609 hannelore.beerlandt@agricord.org
AgriCord	Bonte, Steefan Facilitateur du partenariat stratégique		stefaan.bonte@agricord.org
AgriCord/ DHRRA	Ramirez, Marlène Destreza Directrice	Philippines	asiadhrra@asiadhrra.org
AgriCord/ FO4ACP	Vuori, Katja Conseillère de programme		
AgriCord/ INFOCOS	Alessio, Felipe Jhonatan		
Agriterra	Blokland, Kees Directeur		blokland@agriterra.org
AMEA	Blackett, Mark		blackett@ameaglobal.org
Asprodeb	Ndiaye, Ousmane Directeur	Sénégal	ousmane.ndiaye@asprodeb.org
Bamboo Capital Partners	Santi, Emanuele Chef du financement		emanuele@bamboocp.com
Centro Internazionale Crocevia	Conti, Mauro Président		m.conti@croceviaterra.it
CSA	Poznanski, Marek Chargé de programme		+320465662146 marek.poznanski@csa-be.org
UE	Hahlen, Renate		Renate.Hahlen@eeas.europa.eu
UE	Mariano, Riccardo Stagiaire		
UE	Montesi, Carla		Carla.MONTESI@ec.europa.eu
UE	Stauss, Cara		Cara.STAUSS@eeas.europa.eu
Commission européenne	DeClercq, Bruno		Bruno.DECLERCQ@ec.europa.eu
Commission européenne	Meritan, Regis		Regis.MERITAN@ec.europa.eu
FAO	Brady, Guilherme		Guilherme.Brady@fao.org
FAO	De Jesus Boareto, Pedro Lucas		
FAO	El Khoury, Wafaa		
FAO	Manssouri, Mohamed		
FAO	Mascaretti, Alberta		

FAO	Villareal, Marcela		Marcela.Villarreal@fao.org
Injaro Investments Limited	Parkes, Jerry Directeur Général		jerry@injaroinvestments.com
INOFO	Chang, Jennifer Vice-Présidente	Corée	jchang2011@gmail.com
Inter réseaux développement rural	Doligez, François Président		f.doligez@iram-fr.org
Inter réseaux développement rural	Jacqmin, Christophe Directeur		christophe.jacqmin@inter-reseaux.org
IPAR	Oumar Bah, Cheickh		coba20052002@yahoo.fr coba@ipar.sn
MINAG	Carbonell Das Armas, Frank	Cuba	riilma.roman@gmail.com
MINAG	Monzón Novoa, Ricardo	Cuba	riilma.roman@gmail.com
PIFON	Verebasaga, Luisa		luisa.verebasaga@gmail.com
PROCASUR	Moreno Belamr, Juan De Dios	Chili	jmoreno@procasur.org
PROCASUR	Sacco, Viviana		vsacco@procasur.org
Slow Food	Aiazzi, Tulli		tullia.aiazzi@gmail.com
Slow Food	Maccari, Michele		michelemaccari@yahoo.it
Slow Food	Roveglia, Paola Conseillère principale		p.roveglia@slowfood.it
WRF	Citoler, Belen		
WRF	Lorenzo, Laura Directrice adjointe	Espagne	llorenzo@ruralforum.org
WRF	Ortiz, Austin Directeur	Espagne	aortiz@ruralforum.org

Annexe 3. Rapports des groupes de travail régionaux

DIVISION ASIE ET PACIFIQUE (APR)

GROUPE DE TRAVAIL RÉGIONAL



©FIDA/Roger Arnold

Liste des participants

FIDA

Mme Erika Basu (Analyste des programmes)
M. Hubert Boirard (Directeur de pays)
M. Fabrizio Bresciani (Économiste régional principal)
M. Nigel Brett (Directeur régional)
M. Ivan Cossio Cortez
(Chef de pôle et Directeur de pays)
Mme Valeria Galletti (Consultante)
Mme Martina Huonder
(Auxiliaire de liaison de programme)
Mme Miyuki Mizunoya (Analyste des cadres logiques)
Mme Rasha Omar (Cheffe de pôle et Directrice de pays)
M. Thomas Rath (Chef de pôle et Directeur de pays)

OP et partenaires

Mme Estrella Penunia Banzuela (AFA)
Mme Maria Elena Verdadero Rebagay (AFA)
M. Htwe Myat Kyaw (AFFM)
Mme Chia Ti (AFFM)
M. Marek Poznanski (AgriCord)
M. Sotha Sok (CFAP)
M. Muhammad Mujibul Haque Munit (COAST Trust)
M. George Dixon Fernandez (FIMARC)
Mme Shamika Anil Mone (INOFO)
Mme Maria Rowena Aala Buena (INOFO)
Mme Mst Shazada Begum (KKM)
Mme Koirala Rai Gyanu (NACCFL)
Mme Altantuya Tseden-Ish (NAMAC)
M. Jumer Mercaida (PAKISAMA)
Mme Lavinia A. Gonerogo Kaumaitotoya (PIFON)
M. Rustam Efendi Saran (SPI)
Mme Maria Senar Linibi (PIFON)
Mme Luisa Verebasaga (PIFON)
Mme Ujjaini Halim (WFF)
Mme Belén Citoler (WRF)

Point de vue du FIDA

Selon le FIDA, des progrès concrets ont été mis en évidence dans le partenariat entre le FIDA et les OP dans la région APR depuis la dernière réunion mondiale du FAFO, comme en témoignent les accords nationaux signés (en Indonésie, par exemple) et la plus grande participation des OP à la préparation des COSOP (dans plus de 10 cas) et aux missions de supervision des projets appuyés par le FIDA. De bons exemples de collaboration sur le terrain ont été soulignés, comme au Vietnam, par exemple, où des OP ont participé au transfert et aux services de technologie agricole. Le FIDA estime, dans l'ensemble, que les OP constituent la stratégie de retrait naturelle pour les projets relatifs aux filières, et les principaux acteurs et vecteurs pour la réforme des politiques et le plaidoyer.

Malgré des améliorations, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer le partenariat. La région est en effet très vulnérable aux changements climatiques et compte toujours la majorité des pauvres et des personnes souffrant de la faim dans le monde, ainsi que la grande majorité des producteurs familiaux. C'est pourquoi ils devraient être au premier rang des préoccupations du FIDA. De leur côté, les organisations participant au FAFO devraient faire davantage pour être plus inclusives, élargir leur portée et étendre leurs réseaux au niveau des communautés de base, et chercher des ressources au-delà du FIDA (par exemple, auprès des gouvernements et du secteur privé).

En ce qui concerne l'avenir, plusieurs possibilités de reproduire et d'appliquer à plus grande échelle les bonnes pratiques ont été recensées, comme les instruments de FIDA12 et les nouveaux dons régionaux financés par l'UE à l'appui des OP. La division a en outre exprimé son engagement à approfondir le partenariat à de nombreux niveaux et particulièrement en ce qui concerne la participation à l'élaboration des politiques et la prestation de services.

Point de vue des OP

Le processus de régionalisation du FAFO a été considéré comme positif par les OP. Elles ont toutefois souligné la nécessité de renforcer ce processus au niveau national. Elles ont aussi estimé que l'inclusion et l'intégration des pêcheurs ne répondaient pas aux attentes, et que les pêcheurs artisans n'étaient pas correctement inclus et représentés à tous les niveaux du FAFO. À ce propos, il a été demandé que des programmes/un financement soient dédiés à la mise en œuvre des directives VSSF au niveau national.

Selon les délégués, les OP ont certainement pu croître grâce à l'appui du FIDA. Dans ce contexte, le MTCP a été considéré comme particulièrement pertinent. Ce programme a permis à l'AFA d'élargir sa portée dans la région et d'atteindre 43,5 millions d'agriculteurs appartenant à plus de 1 600 organisations. Par ailleurs, il a appuyé des OP dans divers domaines: promotion, aux niveaux national et infranational, de 86 politiques relatives à des questions clés (régime foncier, semences, contrôle des prix, agriculture durable, entre autres); participation à la concertation sur les politiques au niveau international (par exemple au sein de l'ANASE et de la ASACR); participation à des campagnes internationales (par exemple la DNUAF et l'UNDROP); amélioration de la communication et de la visibilité des OP; et augmentation et consolidation du nombre de paysans dans des groupes de produits pour répondre aux volumes et aux normes requis par le marché.

Un appui direct a été considéré de manière générale comme essentiel pour la professionnalisation des OP, pour l'établissement de coopératives et d'entreprises durables et viables, et pour la participation à la concertation sur les politiques. Les nouveaux programmes régionaux (FO4ACP et APFP) feront fond sur ces expériences.

S'agissant des difficultés, les délégués ont fait référence au manque de reconnaissance des OP de la part de certains gouvernements, et ont invité le FIDA à faciliter le dialogue au niveau des pays. Pour que cela soit possible, la mise en place de plateformes de dialogue du FAFO au niveau des pays a été considérée comme essentielle. Par ailleurs, il faut faire davantage pour appuyer les femmes et les jeunes et les aider à entreprendre une production biologique, puisqu'il s'agit d'un secteur dans lequel ils se perçoivent non seulement comme producteurs, mais aussi comme entrepreneurs.

Principales recommandations du groupe de travail

Niveau national

Les directeurs de pays et les chefs des plateformes du FIDA devraient agir dans le sens d'une coopération spécifique avec les OP dans les domaines suivants et avec les objectifs suivants:

- Coopération en matière de réforme des politiques à propos d'au moins une politique liée aux COSOP.
- Inclusion d'OP dans au moins un projet du FIDA, en tant que bénéficiaires et prestataires de services dans le cadre de l'approche des 4P.
- Signature de Mémoires d'entente entre le FIDA et les OP.
- Par le biais des COSOP, appui en matière de ressources pour la tenue de Forums paysans nationaux.

Niveau mondial

Le FIDA devrait:

- Appuyer les OP pour l'organisation d'un pré-sommet des paysans, afin de regrouper les voix des paysans lors du Sommet sur les systèmes alimentaires.
- Inclure des représentants des OP dans la structure de gouvernance des nouveaux instruments de financement concernant les changements climatiques et le secteur privé, en reconnaissant que les OP sont porteuses de solutions face aux changements climatiques.
- Accroître le montant alloué à un fonds dédié en faveur des OP à l'appui de la mise en œuvre du Plan d'action de la DNUAF.

DIVISION AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE (ESA)

GROUPE DE TRAVAIL RÉGIONAL



©FIDA/Susan Beccio

Liste des participants

FIDA

M. Jean-Philippe Audinet (Conseiller technique principal au niveau mondial)
M. Ibrahima Bamba (Directeur de pays)
Mme Francesca Romana Borgia (Consultante)
Mme Shirley Chinien (Économiste régionale)
Mme Esther Kasalu-Coffin (Directrice de pôle)
M. Henrik Franklin (Conseiller principal de portefeuille)
M. Robson Mutandi (Directeur de pôle)
Mme Zainab Semgalawe (Spécialiste technique régionale en chef)

OP et partenaires

M. Gilbert Nyandwi (CAPAD)
Mme Annick Sezibera (CAPAD)
M. Stephen Vincent Muchiri (EAFF)
Mme Peninah Jatoba (EAFF)
M. Anthony Kanyoko Maina (e-Granary)
Mme Margaret Eberu Masudio (ESAFF)
M. Andriamparany Romule Ranoasy (FIFATA)
Mme Janet Gracie (INOFO)
M. Charles Kabwe Mubanga (INOFO)
M. Mateus Costa Santos (LVC)
M. Michael Songelael Neligwa (MVIWATA)
Mme Elizabeth Mpofu (OLVC)
M. Gérard Landry Andriamandimby (Réseau SOA)
M. Ndelela Phenias Gumede (SACAU)
Mme Doreen Siphumelele Hlatshwayo (SACAU)
M. Ishmael Daniso Sunga (SACAU)
M. Dr. Sinare Yusuf Sinare (SACAU)
M. Kenneth Katungisa (UNFFE)
Mme Margaret Nakato (WFF)
Mme Christiana Saiti Louwa (WFFP)
M. Cryspin Kayitare (WFO)
M. Theo De Jager (WFO)

Point de vue du FIDA

Le FIDA a souligné que la région est pleinement déterminée à collaborer avec les OP et à soutenir les innovations à tous les niveaux; il a en outre donné un aperçu de son organisation dans la région, avec la création de trois plateformes régionales basées à Addis-Abeba (Éthiopie), Johannesburg (Afrique du Sud) et Nairobi (Kenya) respectivement. Cette proximité avec le terrain offre l'occasion de faciliter les échanges et la concertation sur le terrain.

Il a été suggéré que les OP participent davantage à la conception des COSOP, étant donné que ces documents constituent les principaux outils pour la définition des priorités et des stratégies nationales et le fondement de l'établissement d'une collaboration avec les OP dans les projets et programmes appuyés par le FIDA. En outre, les OP ont été invitées à participer pleinement aux nouveaux instruments du FIDA (ASAP+ et PSFP) et à en tirer parti.

Enfin, le FIDA a reconnu la nécessité de désigner deux représentants au comité régional de pilotage du FAFO et d'avoir, dans toutes les plateformes, des coordonnateurs chargés du partenariat avec les OP.

Point de vue des OP

Les membres du comité régional de pilotage du FAFO ont présenté, dans une brève introduction, les organisations qu'ils représentent et décrit les membres qui les composent.

Les délégués des OP ont en outre fait part des résultats et des avantages de la régionalisation du FAFO au cours des quatre dernières années, et souligné les résultats du FAFO régional organisé en mai 2017. L'importante participation de représentants des OP et de membres du personnel du FIDA au cours de cette réunion a été particulièrement considérée comme un succès, dû au fait que la manifestation a été organisée immédiatement après l'atelier de la division régionale sur l'exécution des projets. La réunion a eu pour résultat un accord sur 14 plans d'action nationaux²⁹. Ces plans comprennent notamment les éléments suivants: i) consultations périodiques pour le suivi de la collaboration au niveau des pays et proposition de mesures correctives pour améliorer la coopération entre les projets appuyés par le FIDA et les OP; ii) appui à la création de forums d'agriculteurs ou de producteurs ruraux au niveau national pour favoriser la concertation entre le gouvernement national, les OP et les partenaires de développement pour un développement rural durable; iii) cartographie conjointe des OP au niveau des pays pour explorer les moyens de développer la coopération avec les programmes de pays du FIDA; iv) contrats entre les projets financés par le FIDA et les OP faitières à l'appui du développement institutionnel des OP locales. En outre, les responsabilités de suivi de l'exécution des engagements liés au partenariat FIDA-FO ont été définies dans la plupart des pays.

Certains participants ont souligné des progrès et résultats positifs dans la collaboration et la concertation entre le FIDA et les OP au niveau des pays (notamment au Burundi, à Madagascar, en Ouganda, en Zambie). En Zambie, par exemple, le FIDA et les OP sont convenus de créer un comité pour coordonner les activités et la concertation. Un mandat est en cours d'élaboration à cet effet. À Madagascar, le FIDA a appuyé avec succès la participation des OP au processus de réforme de la Chambre nationale d'agriculture, investi dans le renforcement des capacités des OP dans le cadre de son programme de pays et invité les OP à s'associer aux missions de supervision et de conception. Au Burundi, le CAPAD et le FIDA ont exécuté 13 des 14 activités convenues dans le plan d'action.

Malgré les résultats, les OP ont estimé que les progrès du partenariat étaient inférieurs aux attentes au cours de la période 2018-2019. Cela s'explique en partie par le manque de ressources financières pour la mise en œuvre des plans d'action, la nécessité d'appuyer les OP en matière de renforcement des capacités ainsi que par la mobilité/la rotation du personnel du FIDA. La nécessité pour le FIDA d'assurer la continuité du partenariat avec les OP au-delà de la mobilité du personnel a été considérée comme un point important à prendre en compte.

29 Burundi, Eswatini, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Certaines OP (INOFO Zambie, LVC, MVIWATA) ont également souligné que le manque de partage d'informations et de communication avec le FIDA au niveau national constituait un problème important. Il a été proposé, à cet égard, de créer une plateforme pour faciliter la concertation au niveau national. Des questions relatives à l'inclusivité ont été soulevées en particulier par les représentants des organisations de pêcheurs, et on a mis en lumière la nécessité de mieux associer toutes les composantes du FAFO au processus du Forum paysan (INOFO, WFFP).

Certaines organisations ont également fait état des problèmes rencontrés en matière de suivi du processus du Forum paysan au niveau national et se sont interrogées sur le rôle des OP régionales à cet égard. À l'inverse, l'EAFF a partagé son expérience positive dans le suivi du processus et expliqué comment cela s'était déroulé. En particulier, l'EAFF rend visite chaque année à tous ses membres et organise des réunions avec les partenaires pour discuter des synergies et collaborations potentielles. Selon l'EAFF, ce processus a connu un grand succès au Burundi, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, et a contribué à autonomiser les OP nationales en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités. En outre, elle a aidé les OP à explorer les possibilités de collaboration avec les partenaires.

Principales recommandations du groupe de travail

Adressées aux OP:

- Utiliser les nouveaux instruments de financement du FIDA au-delà des prêts et des guichets-dons pour mettre en œuvre le programme des OP, même s'il n'est pas totalement aligné sur les programmes et les priorités nationales des gouvernements.
- Promouvoir le FAFO national afin de construire une approche partant de la base pour la mise en œuvre du plan d'action avec un rôle de supervision/suivi des plans régionaux/mondiaux.

Adressées au FIDA:

- Appuyer le travail à effectuer par les OP pour le suivi des plans d'action.
- Appuyer les OP pour le renforcement de leurs capacités à participer à la concertation sur les politiques avec les gouvernements.

Adressées au FIDA/aux OP/au Comité de pilotage:

- Désigner des coordonnateurs au niveau des pays et au niveau des plateformes pour le Comité de pilotage. Le FIDA examinera la proposition avec le Directeur de la Division ESA.

Adressées à ESA/au Comité de pilotage du FAFO:

- Accroître la visibilité du Forum régional.
- Améliorer la communication à travers la région en utilisant les nouvelles technologies (WhatsApp ou d'autres moyens virtuels, par exemple).

Adressées au FIDA et aux OP:

- Élaborer un plan relatif à l'utilisation des infrastructures payées par les projets du FIDA, en vue de continuer à les utiliser après la clôture du projet (sous la surveillance des OP).
- Agir de manière proactive dans les efforts pour renforcer le partenariat, même en cas de changement de personnel dans les bureaux du FIDA.

DIVISION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (LAC)

GRUPE DE TRAVAIL RÉGIONAL



©FIDA/Juan I. Cortés

Liste des participants

FIDA

M. Marco Camagni (Directeur de pays)
M. Francisco Pichon (Directeur de pays)
Mme Karla Pita (Consultante)
Mme Rossana Polastri (Directrice régionale)
Mme Liliana Miro Quesada
(Chargée d'appui au programme de pays)
M. Claus Reiner (Directeur de pays)
M. Juan Diego Ruiz Cumplido (Chef de pôle,
Amérique centrale et Caraïbes)
M. Paolo Silveri (Économiste régional principal)
M. Pietro Simoni (Consultant)
Mme Fernanda Thomaz Da Rocha
(Conseillère technique principale régionale)

OP et partenaires

M. Errington James Thompson (AACAR)
M. Kees Bokland (Agriterria)
Mme Luz Francisca Rodriguez Huerta (ANAMURI)
Mme Adilén María Roque-Jaime (ANAP)
M. Onoiver Toledo Consuegra (ANAP)
Mme Yamila Sarduy Martínez (ANAP)
M. Lazaro Edgardo Garcia Aguilar (ATC/LVC)

Mme Xiomara Paredes (CLAC)
M. Alberto Ercilio Broch (CONTAG)
M. Luiz Vicente Facco (COPROFAM)
Mme Elga Betty Angulo Gutierrez (COPROFAM)
M. Gabino Cesar Medina (COPROFAM)
M. Carlos Mermot (COPROFAM)
Mme Sharon Melina Rodriguez Midon (COPROFAM)
M. Fernando Ariel Lopez Rodriguez (COPROFAM)
Mme Sandra Marca Uscamayta (COPROFAM)
M. Pedro Lucas De Jesus Boareto (FAO)
M. Thales Bevilacqua Mendonça (INOFO)
Mme Cristina Grandi (INOFO)
Mme Tamisha Tamara Lee (JNRWP)
M. Juan Carbonell Das Armas
(Ministry of Agriculture of Cuba)
M. Juan Diego Marin Salazar (PDRR)
M. Juan De Dios Moreno Belamr (PROCASUR)
Mme Mircherline Islanda Aduel (Tek Kole)
Mme Paola Natalia Benitez Almada (UAN)
M. Cairo Roberto Laguna (WFF)
M. Moises Osorto Caceres (WFFP)
M. Ziger Vanderley (UNICAFES)
Mme Maria Giulia De Castro (WFO)

Point de vue du FIDA

Selon le FIDA, les producteurs familiaux jouent un rôle clé en matière de sécurité alimentaire et en plaçant le problème des changements climatiques sur la scène publique. Dans ce contexte, la décentralisation du FIDA a constitué une étape importante, qui a permis au FIDA et aux OP de promouvoir la concertation et des relations plus étroites sur le terrain. Les résultats du FAFO régional qui s'est tenu à Montevideo en mai 2019 ont particulièrement démontré l'engagement des OP et du FIDA et leur volonté de renforcer davantage leur collaboration.

Le personnel du FIDA a en outre présenté des exemples et des expériences positives de collaboration entre le FIDA et les OP et a montré comment les OP, les jeunes et les femmes étaient associés aux opérations du FIDA sur le terrain (par exemple au Guatemala et au Panama, où de nouvelles lois ont été approuvées pour soutenir l'agriculture familiale); au Nicaragua, où les projets du FIDA ont appuyé les pêcheurs artisans; et à Cuba, où le gouvernement collabore avec l'ANAP).

À l'avenir, le FIDA et les OP devraient continuer à collaborer, à promouvoir des relations étroites, à s'engager auprès des gouvernements nationaux et à appuyer l'agroécologie.

Point de vue des OP

Les délégués des OP ont évalué le processus du FAFO sur les quatre dernières années. Dans l'ensemble, ils se sont félicités de la décentralisation, aussi bien du FAFO que du FIDA. Néanmoins, davantage d'efforts devraient être consacrés à l'amélioration de la concertation au niveau national et les plateformes devraient être mises en place en conséquence (COPROFAM, WFF). Ils ont aussi estimé que la représentation et l'inclusion des pêcheurs artisans dans le processus du FAFO étaient insuffisantes (WFF).

En matière d'appui du FIDA et de collaboration avec lui, les OP ont cité les principaux domaines dans lesquels des efforts supplémentaires sont nécessaires. En particulier, un appui complémentaire doit être fourni pour: i) faire progresser les actions sur le terrain en vue de la mise en œuvre de la DNUAF (COPROFAM); ii) améliorer l'accès aux marchés pour les petits exploitants (CLOC³⁰, COPROFAM, WFF); iii) appuyer les OP dans leur professionnalisation et améliorer leurs capacités à négocier avec les parties prenantes (par exemple les gouvernements, le secteur privé) et à engager une concertation sur les politiques (ANAMURI³¹); iv) garantir l'accès à la terre et sa gestion par les agriculteurs en reconnaissance de leur rôle en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et promouvoir les VGGT (ANAMURI, COPROFAM); v) aborder les défis auxquels sont confrontés les jeunes dans l'agriculture (par exemple en matière d'accès à la terre, aux ressources financières, aux marchés) et inclure les jeunes dans les projets et programmes du FIDA (Tek Kole, UAN³²); vi) promouvoir les savoirs traditionnels en corrélation avec les technologies modernes (ANAMURI).

Les OP ont par ailleurs mis en lumière la pertinence de la promotion de l'agroécologie et ont fait part de quelques problèmes rencontrés par les paysans pratiquant l'agriculture biologique, notamment à propos des coûts élevés de la certification. Des OP ont exposé les expériences de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay, qui ont abordé ces problèmes par le biais de systèmes de garantie participative (COPROFRAM, INOFO).

Enfin, les délégués des OP ont souligné la pertinence de la gestion des savoirs et des enseignements tirés et ont demandé au FIDA de recenser les expériences positives et négatives afin d'en tirer des enseignements et de reproduire les bonnes pratiques (COPROFAM).

30 *Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones Campesinas.*

31 *Asociación Nacional de Mujeres Rurales e Indígenas, Chili.*

32 *Unión Agrícola Nacional, Paraguay.*

Principales recommandations du groupe de travail

- Maintenir, élargir et renforcer le FAFO au niveau mondial pour mieux communiquer avec le FIDA, et ainsi être en mesure d'influencer la définition de ses actions et stratégies dans les différentes régions et pays dans lesquels il opère, en adoptant des instruments pour répondre aux besoins des producteurs familiaux, des paysans, des communautés autochtones et des pêcheurs artisans (AFCI&PA)³³.
- Appuyer l'organisation des activités du Forum mondial tous les 4 ans et des forums régionaux tous les 2 ans (comme convenu en 2016), en améliorant la structure et la composition du comité de pilotage actuel et en adaptant sa gestion et sa représentativité, par le biais de la mise en place de forums nationaux comme moyen de rapprocher le débat du niveau local, d'améliorer la compréhension du fonctionnement des opérations de dons du FIDA aux niveaux régional et national, et de permettre à l'AFCI&PA de tirer parti des ressources et des initiatives du FIDA.
- Veiller à ce que la DNUJAF et son plan d'action figurent parmi les priorités du FIDA, qui devra en promouvoir la mise en œuvre, compte tenu du fait que l'agriculture familiale est l'un des piliers stratégiques sur lesquels les pays doivent s'appuyer pour la réalisation du Programme 2030. La Décennie devrait regrouper les programmes et interventions du FIDA dans différentes régions et pays, et le FIDA devrait efficacement appuyer la constitution de comités nationaux dotés de ressources humaines et financières, en ajoutant des efforts dans la conception et la mise en œuvre de politiques publiques par le biais de stratégies de pays répondant aux besoins des AFCI&PA dans leurs territoires.
- Participer et collaborer avec le FIDA à la gouvernance de ses deux nouveaux instruments (ASAP+ et PSFP) à titre de compléments aux instruments traditionnels (comme les prêts aux gouvernements et les dons), en mettant spécialement l'accent sur l'ASAP+ et sa focalisation sur les femmes et les jeunes.
- Maintenir une concertation transparente et responsable avec le personnel du FIDA dans les différents pays où des projets et programmes financés par des prêts et des dons sont en cours d'exécution afin de garantir des processus participatifs et coopératifs conduisant à l'obtention de résultats concrets.
- Élargir les ressources du portefeuille d'investissements du FIDA, pour répondre aux demandes et aux besoins lorsqu'ils se manifestent: par des prêts et/ou des dons aux gouvernements, et spécialement par des programmes de dons à des organisations représentatives des AFCI&PA.

33 De l'espagnol: *Agricultores Familiares, Campesinos, Comunidades Indígenas y Pescadores Artesanales*.

DIVISION PROCHE-ORIENT, AFRIQUE DU NORD, EUROPE ET ASIE CENTRALE (NEN)

GROUPE DE TRAVAIL RÉGIONAL



©FIDA/Giulio Napolitano

Liste des participants

FIDA

Mme Antonella Cianciotta (Analyste des programmes)

Mme Lenyara Fundukova
(Chargée d'appui au programme)

Mme Sara Aya Kouakou (Chargée des résultats,
Conseillère de portefeuille par intérim)

Mme Dina Saleh (Cheffe de pôle et Directrice de pays)

M. Thierry Lasalle (Consultant)

OP et partenaires

Mme Fatima Amaguar (Coopérative Amagar pour
les plantes aromatique et médicinales)

Mme Elene Shatberashvili (ELKANA)

Mme Renate Hahlen Renate (EU)

M. Abdelmajid Ezzar (UMNAGRI/UTAP)

Mme Rim Ferchichi (UMNAGRI)

M. Mecheri Kalfallah Mecheri (UNPA)

Mme Samia Ben Hassine (UTAP)

Point de vue du FIDA

Le FIDA a présenté quelques informations de base accompagnant une présentation générale de la division, des pays couverts et des grands axes du portefeuille. Le personnel du FIDA a indiqué que la division NEN est complexe, en cela qu'elle couvre 22 pays dans trois sous-régions extrêmement diverses, allant d'économies à la croissance la plus rapide (comme la Turquie, le Maroc et l'Ouzbékistan) à des pays dont les situations sont parmi les plus fragiles du monde (comme l'Iraq, la Syrie et le Yémen).

Le portefeuille d'investissements de NEN s'élève au total à 2,8 milliards d'USD, dont 81% sont gérés directement sur le terrain: 48% depuis l'Égypte (Plateforme du Caire) et 35% depuis la Turquie (Plateforme d'Istanbul). Le reste est géré à partir du siège (Plateforme de Rome). Le portefeuille NEN comprend actuellement 44 projets.

S'agissant du partenariat avec les OP, le FIDA est conscient du rôle clé qu'elles peuvent jouer dans l'amélioration de l'efficacité et de la durabilité de ses opérations. Il a été reconnu, toutefois, que la collaboration a été faible par le passé, principalement pour des raisons historiques. D'autre part, cette prise de conscience pourrait constituer un point de départ pour une amélioration de la collaboration et du partenariat. Il conviendrait, à cet effet, d'élaborer une feuille de route énumérant des mesures concrètes à mettre en œuvre.

Point de vue des OP

Les OP ont fait écho à l'intervention du FIDA soulignant la faiblesse de la collaboration FIDA-OP dans la région. Toutefois, quelques expériences positives ont aussi été mentionnées. Ainsi, le programme PAOPA exécuté par l'UMNAGRI a joué un rôle fondamental dans l'appui au renforcement institutionnel des OP, à la participation à l'élaboration des politiques et à la fourniture de services économiques par les OP, contribuant à faire des OP de solides partenaires du FIDA et d'autres partenaires potentiels. Au niveau national, avec l'appui du FIDA, la coopérative marocaine Amagar pour les plantes aromatiques et médicinales a pu étendre ses activités et participer au marché.

Les OP ont également évoqué la nécessité, pour elles, de nouer un dialogue direct avec le FIDA au-delà des gouvernements (Union Nationale des Paysans Algériens, Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche), sur l'importance du partage des savoirs et de l'application et de la reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques en matière de développement des partenariats, et sur l'importance d'appartenir à un réseau d'OP afin de participer au mouvement de la société civile et d'avoir son mot à dire dans la concertation sur les politiques (Elkana, Géorgie).

Principales recommandations du groupe de travail

- Améliorer les connaissances et les échanges mutuels. Les OP s'engagent à partager les données et informations (cartographie, profilage) des organisations dans les pays de la région, y compris les membres et non membres des OP régionales.
- Organiser le FAFO régional par sous-régions coïncidant avec la structure décentralisée du FIDA dans la région NEN: Afrique du Nord et Moyen-Orient (Le Caire), Asie centrale (Istanbul). Le forum régional visera à établir des liens entre le personnel du FIDA et les OP de la région et à améliorer la concertation pour un partenariat plus structuré au sein des projets et programmes financés par le FIDA.

DIVISION AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (WCA)

GROUPE DE TRAVAIL RÉGIONAL



©FIDA/Aubrey Wade

Liste des participants

FIDA

- M. Valentine Achancho (Directeur de pays)
- M. Abdoul Barry (Chef de pôle et Directeur de pays)
- M. Abdelhaq Hanafi (Chef de pôle et Directeur de pays)
- Mme Fanny Grandval (Spécialiste régionale principale, institutions rurales)
- M. John Hurley (Économiste régional principal)
- M. Roberto Longo (Fonctionnaire principal chargé de la passation des marchés)
- M. Lisandro Martin (Directeur régional)
- M. Benoit Thierry (Chef de pôle et Directeur de pays)

OP et partenaires

- M. SeydouTangara (AOPP/CNOP)
- M. Godfried NelsonAgyemang (COFAG)
- M. Matusalem MivimbaPaluku, (CONAPAC)
- M. Seck Sala SibeDiallo (CPF)
- M. Achilles Lumalisa Mbusa (FOPAC NK)
- M. Musa Sowe (NACOFAG)
- M. Brima Victor SidiKebbie (NAFSL)
- M. CelestinNga (PROPAC)
- Mme Dolores H. Kinkodila Tombo (PROPAC)
- M. OusseiniOuedraogo, (ROPPA)
- M. King-David KwaoAmoah (ROPPA)
- M. Kodzo ElomZogan (ROPPA)
- M. Cissokho Mamadou (ROPPA)
- M. Ousmane Ndiaye (ASPRODEB)
- M. Cheikh Oumar Ba (IPAR)
- M. Christophe Jacqmin (Inter-réseaux développement rural)

Point de vue du FIDA

Le FIDA a présenté la nouvelle structure organisationnelle dans la région, avec la mise en place de trois nouvelles plateformes au Sénégal (Dakar), en Côte d'Ivoire (Abidjan) et au Cameroun (Yaoundé) et la décentralisation de la majorité du personnel de la division. Il a également indiqué qu'un grand nombre de projets (21) avaient été conçus en 2019, pour un montant total de 590 millions d'USD. Selon le FIDA, cette structure décentralisée crée plusieurs possibilités d'amélioration du partenariat au niveau national grâce à un meilleur partage de l'information, à une participation accrue des OP aux processus du FIDA et au renforcement des capacités des OP.

S'agissant de la régionalisation du FAFO, le FIDA et les OP ont reconnu que le FAFO régional tenu à Nouakchott en 2018 avait été une réussite, puisqu'il avait réuni les directeurs de pays du FIDA, des représentants des OP et du personnel des projets financés par le FIDA. Il avait également permis d'élaborer 21 plans d'action nationaux et de constituer un Comité de pilotage régional du FAFO. Par ailleurs, et bien que l'exécution des plans n'ait pas fait l'objet d'une évaluation périodique, des résultats positifs ont été obtenus (notamment au Burkina Faso, au Congo, en République démocratique du Congo et au Togo). C'est ainsi qu'après la réunion régionale du FAFO, la CTOP (Togo) a été chargée, par décret ministériel, du renforcement de la gestion des coopératives dans l'exécution du Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural.

Point de vue des OP

Du point de vue des OP, le suivi des plans d'action nationaux a été inégal, en raison de l'absence d'une meilleure définition des rôles et responsabilités et d'un manque de ressources. Toutefois, les membres du Comité de pilotage régional du FAFO (PROPAC et ROPPA) ont pu suivre l'exécution des plans d'action dans quelques pays (notamment le Congo, le Gabon, la République démocratique du Congo et le Tchad).

Dans l'ensemble, le FIDA et les OP sont convenus que, malgré les difficultés que présente le suivi de l'exécution des plans d'action nationaux, le FAFO régional a joué un rôle essentiel dans la formulation d'orientations concernant les consultations entre les OP et le FIDA, et a créé les conditions de création d'une dynamique pour des partenariats OP-gouvernement-FIDA dans les pays.

D'autres expériences positives en matière de collaboration FIDA-OP ont également été mentionnées: au Tchad, les OP participent aux comités de pilotage des projets et sont chargées du renforcement des capacités et de la cartographie des organisations paysannes; en Guinée-Bissau et au Niger, les OP participent pleinement à l'exécution de projets financés par le FIDA, respectivement le REDE et le PRODAF.

Principales recommandations du groupe de travail

Niveau régional

- Améliorer l'organisation du FAFO régional en y associant les Communautés économiques régionales comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et en établissant des cadres de collaboration entre les Communautés économiques régionales et le FIDA.
- Désigner des coordonnateurs chargés des contacts avec les OP dans les plateformes du FIDA dans la région WCA afin de faciliter les contacts avec le comité de pilotage régional du FAFO.
- Veiller à la participation des OP aux réunions de planification des plateformes du FIDA.
- Promouvoir la signature de Mémoires d'entente entre le FIDA et les OP au niveau des pays/des plateformes.
- Documenter et promouvoir les bonnes pratiques en matière de partenariat entre le FIDA et les OP.
- Associer les OP à la Stratégie pour le Sahel de WCA et à l'intervention régionale au Sahel.
- Conduire conjointement (FIDA-OP-gouvernements) une réflexion prospective sur l'avenir de l'agriculture dans la région.
- Renforcer les réseaux régionaux d'OP pour appuyer les plateformes d'OP nationales.

Niveau national






- Veiller à ce que les OP soient systématiquement associées aux cycles des projets au niveau national et en particulier: i) mobiliser des ressources nationales (par exemple à partir des ressources de projets en cours) pour permettre une contribution des OP à la conception des COSOP et des projets; ii) améliorer le mandat des plateformes d'OP nationales dans les projets du FIDA: autonomiser les plateformes/OP nationales ou les OP faitières pour l'exécution de certaines activités de projets financés par le FIDA; iii) associer systématiquement les OP aux missions de supervision, d'examen à mi-parcours et d'achèvement des projets.
- Élaborer le concept d'évaluation par une tierce partie pilotée par les OP, en tant qu'instrument de "mécanisme des retours d'information" et l'envisager dans au moins 70% des projets.
- Renforcer/Construire les capacités des plateformes/OP nationales pour appuyer la participation des OP locales aux projets financés par le FIDA et pour améliorer les capacités de leurs membres en matière de commercialisation.
- Lorsque c'est pertinent en fonction des demandes des OP, appuyer la création d'un Forum paysan national.
- Appuyer les OP pour qu'elles participent à la concertation sur les politiques avec les gouvernements, y compris à propos de la feuille de route nationale de la DNUAF. L'IPAR, un groupe de réflexion régional ayant son siège à Dakar et des bureaux au Niger, pourrait constituer un partenaire stratégique à l'appui de ces activités.

Annexe 4. Liste de documents d'intérêt général

Domaine thématique	Document avec hyperlien
FAFO régionaux 2017-2019	Rapport du FAFO régional - APR
	Rapport du FAFO régional - ESA
	Rapport du FAFO régional - LAC
	Rapport du FAFO régional - WCA
FAFO 2020	Brochure sur le FAFO 2020.pdf
	Rapport "Partenariats en action 2016-2019".pdf
	Présentations PowerPoint
	Vidéo de promotion sur le FO-MAPP (FR, EN, ES, PT)
	Banque d'images du FIDA
Documents d'intérêt général sur le FAFO	Consensus du Forum paysan
Autres documents du FIDA	Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.pdf
	FIDA, Plan d'action en faveur des jeunes ruraux, 2019-2021
	FIDA, Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes: amélioration de la transparence, de la gouvernance et de la responsabilité, 2018
	FIDA, Promotion de la participation des femmes aux instances dirigeantes des organisations paysannes et de producteurs ruraux, 2010
Autres documents	CSA, L'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés.pdf, 2016
	Plan d'action mondial de la DNUAF.pdf
	Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales.pdf, 2018
	Jim Woodhill, Saher Hasnain et Alison Griffith, "Paysans et systèmes alimentaires, quel avenir pour l'agriculture paysanne?"
	FAO, Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale.pdf, 2015
	FAO, Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, 2012



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad
 instagram.com/ifadnews
 linkedin.com/company/ifad
 twitter.com/ifad
 youtube.com/user/ifadTV

Juin 2020

CONTACT

Jean-Philippe Audinet
Conseiller technique mondial principal (institutions)
Division production durable, marchés et institutions
(PMI)
Tel: +39 06 5459 2305
Email: j.audinet@ifad.org

